



Action pour la Paix et la Concorde
APC asbl
apcasbl@gmail.com
Bukavu/Sud-Kivu
R.D.Congo



ANALYSE DU CONTEXTE SOCIO-SECURITAIRE DES TERRITOIRES DE KALEHE ET DE WALIKALE, Est de la RDC.



Groupes armés et populations locales : une coexistence difficile en Territoires de Kalehe et Walikale

Rédigé par :- Déogratias BUUMA, Secrétaire Exécutif APC

- Sosthène MALIYASEME, Chargé de Programme APC

Juin 2012

Avertissement

La présente recherche a été produite dans le cadre du « Projet de renforcement de la cohabitation pacifique et de la culture de la paix entre les communautés du Territoire de Kalehe » mis en œuvre par Action pour la Paix et la Concorde (APC) et financé par le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Belgique. L'analyse s'appuie sur les informations recueillies sur le terrain au cours de la période de Mars 2011 à Avril 2012, dans les rapports d'analyse de contexte régulièrement élaborés par les membres des Cadres de Dialogue et de Médiation¹ (CDM) ainsi que les contributions de différents acteurs œuvrant dans les Territoires de Kalehe et de Walikale. Elle est actualisée au mois de juin 2012 suite au contexte très mouvant qui a caractérisé cette période.

Dans un contexte instable et extrêmement dynamique marqué par l'insécurité et les exactions envers les civils, il s'agit d'identifier les phénomènes à la source des manifestations violentes, notamment les conséquences du processus de réorganisation des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC), de s'intéresser aux dynamiques des groupes armés ainsi que de suivre l'évolution des conflits les plus polarisants.

Les informations à la base de ce rapport sont collectées d'une part pendant les séances d'analyse du contexte organisées hebdomadairement par les Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM), comme structures locales de transformations des conflits implantées dans 14 sites en territoires de Kalehe et de Walikale ; d'autres part pendant les descentes de terrains pour des contacts et échanges avec les acteurs clés organisées par APC.

Compte tenu de la difficulté d'obtenir des informations de première main pour certains acteurs comme les Chefs de groupes armés et de la circulation constante de nombreuses rumeurs, nous nous efforçons de faire un travail de vérification des sources. Néanmoins, il se peut que quelques données subissent au fil du temps une certaine distorsion, le contexte étant très mouvant. Toutefois, s'agissant ici d'identifier et de relever les grandes tendances de l'évolution de la situation socio-sécuritaire, l'influence de cette marge d'erreur sur l'interprétation reste négligeable. Par contre, le caractère dynamique du contexte a un effet sur l'évolution de l'information reçue d'une période à une autre.

Ainsi, avec une meilleure compréhension des phénomènes liés à l'insécurité et le suivi de leur évolution, la formulation des recommandations et la proposition d'actions pour contribuer au renforcement de la protection des populations civiles et à la cohabitation pacifique seront facilitées.

Pour satisfaire la préoccupation d'associer les acteurs concernés à l'ensemble de ces travaux avec pour objectif d'informer, de conscientiser mais également d'agir avec, les résultats de cette analyse font souvent l'objet des ateliers de restitution et des forums sur la paix et la sécurités au cours desquels les contributions des acteurs impliqués sont recueillies puis intégrées par la suite avec une nuance sur certaines informations préliminaires et un complément de nouvelles informations. Les échanges avec les différents acteurs locaux

¹ L'intervention de APC dans la Transformation de Conflit s'effectue à travers 14 CDM répartis dans différentes zones du Territoire de Kalehe (Province du Sud Kivu) et du Territoire de Walikale (Province du Nord Kivu). Cette approche permet un contact constant entre le terrain et le bureau installé à Bukavu. Outre, une analyse régulière du contexte, ces structures proposent des médiations aux partis en conflit, notamment fonciers, et participent à l'opérationnalisation de différentes activités de TC.

présents dans les ateliers de restitution et les forums se focalisent aussi notamment sur les recommandations et mécanismes de protection à mettre en œuvre. Somme toute, il ya lieu de retenir que ce travail consiste uniquement en une analyse de contexte sur une courte période donnée et une actualisation des dynamiques conflictuelles auxquelles sont confrontées les populations locales. En 2008-2009 déjà, APC avait mené une analyse profonde de la situation socio-sécuritaire du Territoire de Kalehe qui a circonscrit les dynamiques conflictuelles de ce Territoire sur des aspects variés notamment politique, administratif, coutumier, culturel, économique.

Les types de rapports produits périodiquement comme celui-ci constituent une mise à jour des faits déjà, en grande partie, documentés par le passé et qui se présentent soit sous une nouvelle forme, soit avec de nouveaux acteurs ou soit avec des stratégies opératoires particulières. Ainsi, l'activité des groupes armés et leur coordination, la défection de certains militaires FARDC et la création des nouvelles groupes armés comme la milice Nyatura, le Raiya Mutomboki, la problématique du retour des réfugiés Tutsi, les enjeux électoraux et les stratégies de survie des populations locales face à un regain de l'activisme des groupes armés sont présentés et discutés dans le présent rapport.

Remerciements

Nous remercions le Royaume de Belgique pour son financement à travers son Service Public fédéral, Affaires étrangères, Commerce extérieure et Coopération au Développement. Sans ce soutien financier cette recherche n'aurait pas été possible.

Nous devons également de remerciements aux consultants : **Emery Mudinga, Prosper Hamuli** et **Sacha Petiot** qui ont contribué de manière particulière à l'élaboration de ce rapport en bénéficiant de leurs relectures de versions préliminaires et des analyses des informations.

Que les autorités politico-administratives, coutumières et militaires, les leaders de communautés et les membres de CDM trouvent ici notre gratitude pour leurs contributions dans l'élaboration de ce rapport.

Un remerciement spécial aux membres du staff de APC qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à la réalisation de ce travail dans les conditions socio-sécuritaires difficiles.

Ce travail est le fruit des efforts de vous tous.

Déogratias B. et Sosthène M.

TABLE DES MATIERES

Avertissement.....	2
1. INTRODUCTION.....	5
2. BRÈVE PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DE KALEHE ET DE WALIKALE.....	6
3. L'AXE BUNYAKIRI.....	9
3.1. Contexte général	9
3.2. Les forces en présence	10
3.2.1. La MONUSCO.....	11
3.2.2. Les FARDC.....	12
3.2.3. Groupes Armés.....	13
4. AXE KALONGE	14
4.1. Contexte général	14
4.2. Forces en présence	15
4.2.1. Les FARDC.....	15
4.2.2. Les Groupes armés	16
4.3. Situation humanitaire : de la présence des déplacés de guerre de Shabunda à Kalonge.....	17
5. AXE WALIKALE.....	18
5.1. Contexte général	18
5.2. Les forces en présence	18
5.2.1. La MONUSCO.....	18
5.2.2. Les FARDC.....	19
5.2.3. Les groupes armés	19
6. AXE KALEHE LITTORAL ET HAUTS PLATEAUX.....	22
6.1. Contexte général	22
6.2. Défection militaire et émergence du groupe armé Nyatura	23
6.3. Le Nyatura face à la compétition politico-militaire Hutu-Tutsi.....	26
6.4. Faits caractéristiques de la dernière évolution de la dynamique Nyatura	27
6.5. Analyse des liens entre différents facteurs aboutissant à l'émergence de la violence	29
7. CARACTERISATION DES GROUPES ARMES DANS LES TERRITOIRES DE KALEHE, SHABUNDA ET WALIKALE EN PROVINCES DU SUD ET NORD KIVU.....	30
7.1. Commentaire général sur la recrudescence des groupes armés	35
7.2. Montée de l'insécurité et stratégie de survie développées par les populations civiles.....	37
7.3. Traque des FDLR et son implication sur la population civile.....	38
7.4. Fonctionnement, activités socio-économiques des Groupes Armés et méfiance dans les relations entre populations civiles et FARDC.....	41
7.5. Coordination des Groupes Armés Mai-Mai.....	46
7.6. Initiatives de négociation APC-MONUSCO-FARDC avec le groupe armé Kirikicho	48
8. LE RETOUR DES REFUGIES TUTSI ET LA RECONQUETE DES TERRES A KALEHE.....	49
9. LES ENJEUX ELECTORAUX EN TERRITOIRE DE KALEHE AUX GRE DES FRUSTRATIONS	51
CONCLUSION	53

1. INTRODUCTION

La situation socio-sécuritaire des provinces du Nord et Sud Kivu a connu dans l'ensemble, une nette détérioration en 2011 qui s'est accélérée au premier semestre 2012. La déficience des mécanismes sensés assurer la protection effective des populations civiles a engendré de nombreuses situations de crise humanitaire et d'insécurité permanente surtout dans les milieux ruraux. Les Territoires de Kalehe et de Walikale n'échappent pas à cette analyse. Bien au contraire, la situation y est très préoccupante. Le regain d'activité des groupes armés, l'émergence de nouveaux groupes armés et la persistance des tracasseries commises par les forces armées nationales entraînent la multiplication des cas d'assassinats, de massacres, de viols, d'agressions physiques, d'enlèvements, de pillages, de rançonnement, de travaux forcés, de destructions d'habitations, etc. Dans les zones affectées, les populations craignant les violences, fuient leur milieu et doivent faire face à des conditions de vie extrêmement difficiles, d'autant plus que les infrastructures sociales de base sont souvent occupées, détruites ou incendiées. L'abandon des activités agricoles ne fait qu'aggraver la situation de vulnérabilité globale. C'est ainsi qu'en 2010, après avoir constaté que les conditions de vie des familles déplacées se détérioraient et surtout que leur présence a été source de conflits avec les familles d'accueil dans les zones de refuge (Kalehe littoral et Axe Bunyakiri), APC a initié un projet sous le financement de Pooled Fund au profit des populations déplacées. Ce projet de résolution des conflits entre familles d'accueil et déplacés internes a débouché sur la mise en place des Cadres de Dialogue et de Médiation (CDM) qui, aujourd'hui sont restés des institutions locales de règlement des conflits.

En définitive, résoudre un problème étant s'attaquer aux causes, quelles capacités des membres des CDM pour que ces espaces soient suffisamment outillés pour s'attaquer aux vraies causes de leurs malheurs ?

Il faut noter que ces genres de mouvement de déplacement des populations civiles sont une conséquence d'un contexte sécuritaire très fragile qui s'explique par des phénomènes variés. Sur un plan stratégique, deux phénomènes influencent significativement le contexte : premièrement les opérations militaires de traque des groupes armés, deuxièmement la réforme des FARDC en Régiments et ses conséquences sur le terrain.

Comme il avait été observé à la suite des opérations Kimia II, les attaques sur les populations civiles se sont multipliées. Si le phénomène de représailles sur les civils existe (accusation de collaboration avec les FARDC, pisteurs, et), nous verrons qu'il s'agit d'une réaction à la déstabilisation d'un système de collaboration face aux groupes armés (FDLR principalement) adopté par les populations civiles, comme stratégie de survie, celles-ci étant abandonnées à elles-mêmes.

Depuis les mois de Mars et d'Avril 2011, dans le cadre du processus de restructuration de l'armée, les unités FARDC se dirigent vers les centres de formation sans qu'une relève conséquente n'intervienne. Ces vides sécuritaires ont occasionné la reconstitution, la réorganisation, le réapprovisionnement et le redéploiement des groupes armés dans les nouvelles zones de contrôle et/ou d'influence abandonnées par les FARDC.

D'autre part le processus de réforme de l'armée crée d'importantes frustrations au sein des éléments d'ex-groupes armés avec la remise en cause d'acquis obtenus par la négociation de leur réintégration au sein des FARDC. Cela engendre un climat tendu avec un fort potentiel de mutinerie et d'importants mouvements de désertion, directement lié à l'émergence de nouveaux groupes armés.

Nous focaliserons l'analyse sur quatre zones particulièrement affectés par l'insécurité avec des problématiques assez particulières. Il s'agit de l'axe Bunyakiri, l'axe Kalonge, l'axe Kalehe littoral avec un ciblage plus précis des Hauts Plateaux dans le Territoire de Kalehe (Sud Kivu) et de l'axe Hombo Nord-Chambucha- Otobora, dans le Territoire de Walikale (Nord Kivu)

L'insécurité régnant dans ces zones peut être considérée comme continue depuis plusieurs décennies. Elle est principalement causée par l'activité des différents groupes armés et leur interaction avec les FARDC et les populations locales. Un des facteurs de cette situation réside dans la difficulté d'accès de ces zones de par l'absence ou l'état de délabrement avancé des infrastructures de transport (route), l'enclavement naturel comme la végétation abondante (zone forestière) ou les montagnes des Hauts Plateaux mais aussi les zones minières.

Ainsi, ces zones représentent les principaux bastions des groupes armés encore actifs dans le Territoire, qu'il s'agisse des Maï-Maï (groupe d'autodéfense local) ou des FDLR (Hutus rwandais des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda) sur l'axe Bunyakiri, ou d'autre groupes Rwandophones comme Nyatura dans les Hauts Plateaux de Kalehe.

2. BRÈVE PRÉSENTATION DU TERRITOIRE DE KALEHE ET DE WALIKALE

2.1. Territoire de Kalehe

Situé au nord de la ville de Bukavu, Kalehe est une entité administrative (4.082km²) ayant le statut de Territoire par l'ordonnance n° 10 de l'Administration Générale mettant en vigueur l'arrêté royal du 28 mars 1912 portant organisation territoriale de la colonie en ce qui concerne le District du Kivu, tel que modifié par l'ordonnance d'administration générale n° 91/AIMO du 29/09/1912, l'ordonnance d'administration n° 21 /143 du 23//12/1950 (Ngoy, K., 2008). Il est composé de deux chefferies à savoir Buhavu et Buloho.

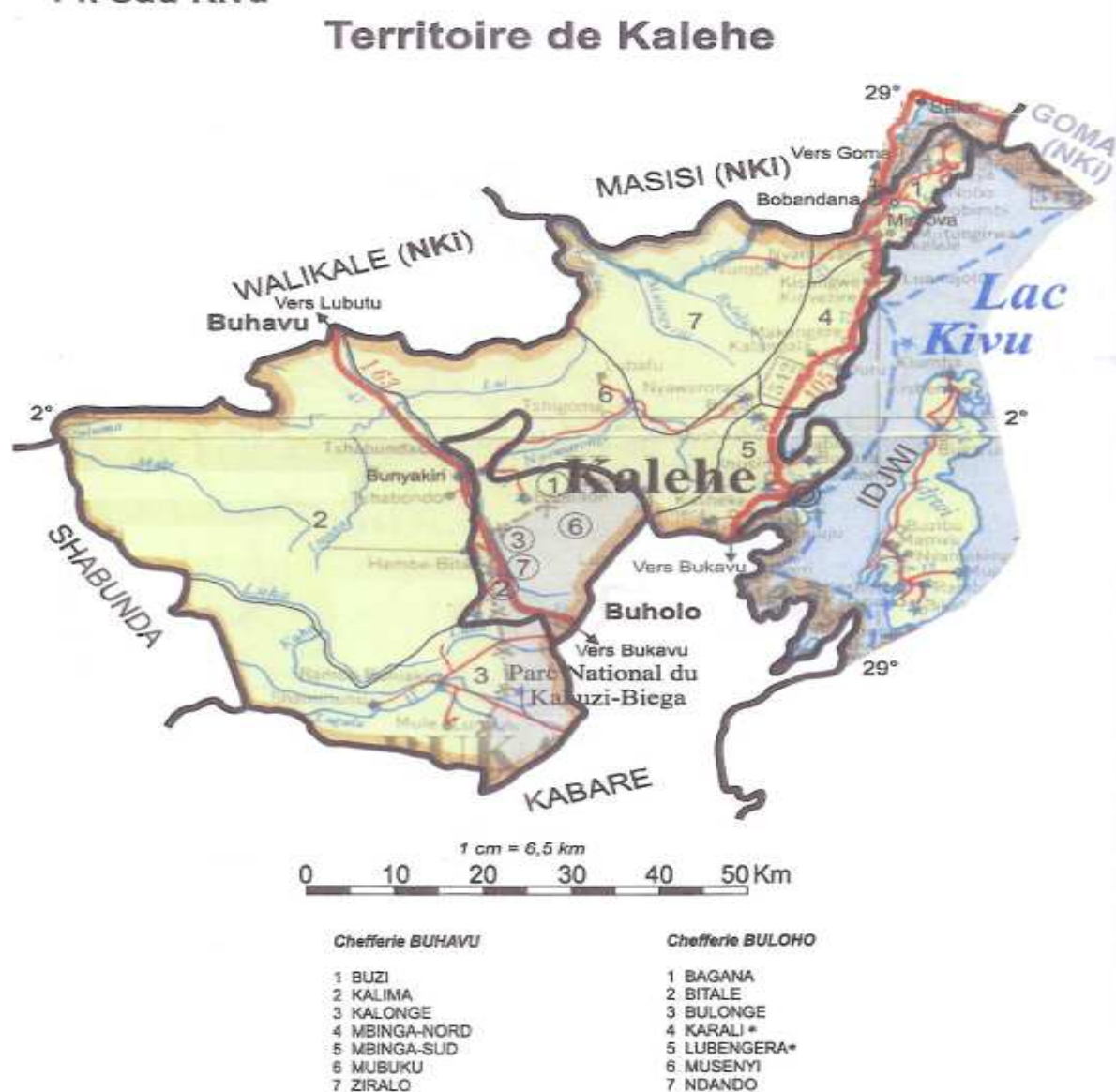
Sa population est globalement jeune. Le rapport du deuxième trimestre 2011 l'estime à 524.000 âmes. Le Territoire de Kalehe présente une grande hétérogénéité culturelle et linguistique. La diversité géographique s'accompagne d'une culture et d'une identité communautaire distincte. Les Bahavu, Batembo et Barongeronge se considèrent comme les autochtones alors que les Rwandophones (incluant ainsi les hutu et les tutsi) sont considérés comme des allochtones du fait de l'immigration des années 1950 et du fait qu'ils ont reçu les terres de l'un ou l'autre des groupes autochtones précités². On note la présence d'autres groupes ethniques comme les Bahunde, les Bashi, les Bambuti, les Barega mais souvent installés pour des raisons de commerce ou d'acquisition de terres.

² Au kivu, lorsqu'on reçoit une terre d'un chef coutumier, on s'insère dans une sorte de structure structurante, c'est-à-dire dans un système de relation de dépendance avec comme conséquence que l'acquéreur doit une allégeance annuelle au chef coutumier (Mugangu, S., 2009).

Au plan sécuritaire, Kalehe est l'un des territoires du Sud Kivu où règne l'insécurité du fait de l'activisme des groupes armés et de la présence des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR). Il est l'un des principaux endroits habités par les Rwandophones au Sud Kivu à part les hauts plateaux de Minembwe dans le Territoire de Fizi. Le Territoire est caractérisé par plusieurs conflits dont les plus récurrents sont ceux liés à la terre, à l'identité et à l'accès au pouvoir. La cohabitation entre les communautés n'est pas assez forte étant donné la prédominance des perceptions négatives mutuelles et la quasi permanente référence aux faits historiques violents de revendication foncière qui ont causé des pertes en vies humaines et matérielles à partir des années 90. *Comment briser ce cercle vicieux qui équivaut finalement à une auto destruction du fait de l'empoisonnement des relations sociales ?*

Carte 1 : Territoire de Kalehe

Pr. Sud-Kivu



© Cepas - BP 5717 Kinshasa

2.2. Territoire de Walikale

D'une superficie de 23475 km² le Territoire de Walikale est le plus grand Territoire des six territoires qui composent la province du Nord-Kivu. Il est compris entre 0° et 2° latitude Sud et 27° et 29° de longitude Est. Situé à 800 m d'altitude et avec la température moyenne de 25°

Le territoire de Walikale est limité par d'autres territoires dont au Nord par Lubero et Bafwasende, à l'Est par Masisi et Rutshuru, au Sud par Shabunda et Kalehe (dans le Sud-Kivu) et l'ouest par Lubutu et Punia (province de Manièma)

Créé par l'ordonnance loi n°21/429 du 17 Décembre 1953, le Territoire de Walikale est composé de deux collectivités secteurs; la collectivité secteur des Bakano constituée de deux groupements (Bakano et Walowa-Lwanda) et celui de Wanianga composé de treize groupements (Bafuna, Bakondjo, Bakusu, Banabangi, Ihana, Ikobo, Kisimba, Lubeliki, Utunda, Usala, Walowa-hungu, Walowa-Uroba et Wasa). Le chef-lieu du territoire est établi à Walikale centre. Ce centre est desservi par trois principales routes débouchant sur trois villes et constituants des axes importants dont : Walikale-Hombo, Walikale-Kisangani et Walikale Goma.

La végétation globale est un massif forestier dense, les formations graminéennes ne sont signalées qu'aux voisinages des cours d'eau située la brèche entre les savanes de l'est et leurs grandes forêts équatoriales de la cuvette congolaise.

Situé dans le climat équatorial et couvert par une forêt tropicale humide dense, le Territoire de Walikale est traversé par un réseau hydrographique important.

Le Territoire de Walikale dispose d'un sous sol riche renfermant plusieurs qualités des minerais. Parmi ces ressources de sous sol, nous citons : l'or ; le coltan, la cassitérite, le wolframite, la tourmaline, le diamant, etc.

L'exploitation de ces minerais se fait de manière artisanale, sans trop d'observance de la loi qui régit ce secteur.

Sa population est estimée environ 936.000 habitants selon les données statistiques du service de l'Etat civil du Territoire de l'année 20010. Cette population est constituée de plusieurs ethnies entre autres les Bakumu, les Bakano, les Bakusu, les Batembo, les Bahunde et le Wanianga,

Les peuples autochtones Pygmées sont éparpillés dans différents villages mais à majorité ils habitent les villages de Kisa et Mutiko en collectivité des Bakano.

Walikale est un Territoire dont la situation socio-sécuritaire demeure très préoccupante. Sa forte richesse en potentialités minières, les vastes étendues forestières et la faible couverture par l'armée nationale sont favorables au développement d'une jungle concoctée par les groupes armés, prenant en otage des marchés, des écoles, des carrés miniers avec comme conséquence une forte détérioration de la sécurité des personnes et de leurs biens.

Très logiquement, il ya lieu de tenir compte de la complexité des phénomènes et des acteurs dans ce territoire, pour bien comprendre l'évolution du contexte socio-sécuritaire et tirer des conclusions.

Carte 2 : Territoire de Walikale



3. L'AXE BUNYAKIRI

3.1. Contexte général

Lorsqu'on parle de l'axe Bunyakiri, on voit la partie Nord-Ouest du Territoire de Kalehe majoritairement occupée par les Batembo et qui va de Bitale à Hombo Sud en passant par Bulambika. La route nationale n°3 traverse cet axe du Sud au Nord jusque dans le Territoire de Walikale en province du Nord Kivu. Ayant été récemment réhabilitée, la route entre Miti et Hombo est en bon état mais n'empêche nullement la persistance des zones inaccessibles autour de cette route. Au long de cet axe, les principaux centres sont Bitale, Bulambika, Kambale, Kambegeti, et Hombo. D'un point de vue topographique on note la présence de relief avec des hauts plateaux ainsi que de vastes étendues de forêt dense avec notamment le Parc National Kahuzi-Biega. La présence de ces fortes forêts permet notamment aux milices de pouvoir bien se développer, utilisant principalement le Parc National de Kahuzi Biega comme une zone de cachette (Mudinga, E., 2011, Morvan, 2005).

D'une manière générale, les zones d'insécurité permanente ont augmenté avec les affrontements entre forces gouvernementales et groupes armés mais aussi avec la remontée en puissance des activités d'harcèlement des groupes armés à l'égard des populations locales. Ces actes de représailles des GA à l'égard des populations sont devenus une stratégie opératoire et politique pour ces derniers en vue d'obliger les FARDC à cesser de les pourchasser. Par ailleurs, le grand problème réside dans le fait que les populations sont aussi bien accusées de collaborer soit avec les GA soit avec les FARDC selon le cas. Ce qui les met dans une situation d'incertitude, ne sachant plus à qui faire confiance. La MONUSCO est présente mais, à vrai dire, ses patrouilles qui ne se limitent que sur l'axe principal ne peuvent pas empêcher aux GA, très habitués au contexte et au terrain, d'opérer. Le rôle joué par ce type de patrouille du contingent indo-pakistanaï n'est que symbolique et ne sert qu'à marquer une présence qu'on espère dissuasive. Cette attitude est interprétée par les populations civiles comme une faiblesse face au mandat de protection des populations civiles dont se réclame la MONUSCO.

Faut-il soutenir la poursuite de ce genre d'opérations ou en demander la modification face au rôle de sécurisation collective dévolu à l'Armée Nationale FARDC ?

3.2. Les forces en présence

A côté des Forces Armées de la RDC et du contingent indo-pakistanaï de la MONUSCO présents dans cette zone, il faut constater la réactivation des anciens groupes armés et la création de nouveaux. En plus, on constate un mode opératoire qui consiste pour les GA en des incursions sporadiques de Territoires en Territoires ou d'une Province à l'autre créant ainsi la confusion dans leur identité. C'est le cas des FDLR et autres GA qui quittent Walikale ou Shabunda pour opérer en Territoire de Kalehe ou de Kabare et vice versa. Cela prend du temps pour arriver à tracer la provenance des assaillants et leur quartier général.

Il faut noter que les forces en présence peuvent être subdivisées en 4 catégories notamment la MONUSCO, les FARDC, les FDLR et les GAC. Dans son rapport d'analyse de contexte socio-sécuritaire du Territoire de Kalehe d'Avril 2009, APC a pris le soin de décortiquer en

détail les différents GA et FA en présence ainsi que leurs modes opératoires (APC, Analyse de Contexte, 2009 :24-30).

3.2.1. La MONUSCO

Dans cette zone, les forces de la MONUSCO sont réparties sur trois bases. Deux sont localisées dans la partie Sud-Kivu et gérées par le contingent pakistanais : à Bulambika (Centre de Bunyakiri, 75 Km de Bukavu) et à Irangi (6 Km au Sud de Hombo). Elles seraient respectivement composées de 120 et 70 casques bleus. L'autre située du côté du Nord Kivu, gérée par le contingent indien, est installée à Otobora avec 80 éléments de casques bleus sur place. La *South-Kivu Brigade* et la *North-Kivu brigade* effectuent des patrouilles régulières qui, se limitant à l'axe principal, n'assurent qu'une relative sécurité sur celui-ci.

D'autres informations indiquent qu'un déploiement ponctuel avec MoB, Tob, SCD Opération Chunga Usalama, « Protection for Peace » se fait par ces contingents. Mais comme nous l'avons dit plus haut, ces patrouilles se font le long de la route alors que les GA sont localisés dans des endroits le plus souvent éloignés de la route principale. Dès lors, on peut comprendre le faible impact d'une telle action sur la sécurité générale des civils. Suite aux massacres d'environ 19 civils dans le village de Lumendje dans les groupement de Kalima le 5 mai et de 34 personnes dans le village de Kamananga dans le même groupement en date du 14 mai 2012 par les FDLR, les relations entre les populations civiles et la MONUSCO se sont détériorées davantage. Ainsi, le 15 mai, au lendemain du massacre, la population en colère accusant les casques bleus basés à moins de 1km du lieu de massacre de n'avoir pas protégé les civils et d'être en complice avec les FDLR avait manifesté violemment jusqu'à ce que 11 casques bleus furent blessés et 3 civils dans les échanges de jeux des pierres et des balles. Certaines sources indiquent que la population en colère était infiltrée par les éléments de Raiya Mutomboki armés. Depuis, la population considère que les casques bleus sont plus attachés à la protection des FDLR plutôt que la population civile congolaise, ce qui fait à ce jour que la confiance et les relations entre population et MONUSCO ne sont pas bonnes. La population exige le départ de cette force de l'ONU de leur terroir. Ce qui fait que cette dernière soit concentrée dans les camps avec restriction de mouvement dans la zone.

Rappelons aussi que ces accusations de la population locale contre la MONUSCO sont fréquentes chaque fois qu'il ya des exactions dans les centres proches des camps des casques bleus. Tel avait été le cas lors de l'attaque des centres de Hombo Nord et Sud par les FDLR dans la nuit du 16 au 17/ 07 /2011. La population locale avait encore contestée la présence des casques bleus dans la zone les accusant faciliter les FDLR à opérer dans les dits centres et à se sédentariser au lieu de les accompagner dans le processus de leur retour dans leur pays.

A toutes ces allégations, la MONUSCO justifie que c'est une mauvaise interprétation des contacts de sensibilisations faites pour convaincre les FDLR au rapatriement dans leur pays d'origine, le Rwanda. Pour elle, la population interprète mal les contacts entre elle et les FDLR. En plus, pour les casques bleus, l'organisation des milices comme les RM complique davantage les efforts déjà fournis et que les FARDC ont la responsabilité première de sécuriser la population et qu'ils sont là pour les appuyer.

Faut-il maintenir le même mandat de la MONUSCO sachant que le contenu de la protection des civils est équivoque et que la protection des civils est loin de s'améliorer même dans les centres qui hébergent les camps des casques bleus?

3.2.2. Les FARDC

Le Territoire de Kalehe est sous contrôle militaire des 103^{ème}, 106^{ème} Régiments et des éléments de la 8^{ème} Région Militaire du Nord Kivu qui contrôlent une partie des hauts plateaux et obéissant à un commandement de Masisi (Nord Kivu). Les alentours de Hombo sont contrôlés par une compagnie basée à Hombo centre.

Les unités de la 8^{ème} Brigade FARDC qui contrôlaient la majeure partie de l'axe Bunyakiri sont parties vers les centres de formation en juin 2011, remplacées par les éléments du 103^{ème} Régiment (à peine les effectifs d'un bataillon). Ainsi, un vide inquiétant s'observe dans beaucoup d'anciennes positions militaires et d'autres sont gardées par une présence symbolique (deux à trois militaires) le long de l'axe routier. De ce mouvement de relève militaire, on peut dégager deux constats : le premier tient sur la période entre le départ d'un groupe et son remplacement par un autre qui souvent prend parfois plusieurs semaines. A titre d'exemple, dans le Walikale, le groupe Mai-Mai Kifufua qui contrôlait la zone a rejoint le processus d'intégration au mois de Mars-Avril dans les FARDC sans qu'aucune relève n'intervienne. Pendant ce temps, des GA autres en profitent pour rançonner les populations locales et même investir les positions abandonnées par les FARDC. Cette nouvelle incursion expose les populations aux exactions de tous ordres. Le deuxième constat est le déploiement des nouveaux éléments souvent sans provisions et sans un préalable débriefing sur les relations de coopération civiles-militaires en place. Ces derniers s'adonnent aux exactions sur les civils, souvent parce qu'ils n'ont pas d'autres choix pour survivre. Et de toute cette situation, on voit comment les populations civiles n'ont finalement aucune force à laquelle se confier. Souvent des actes de coopération civils-groupes armés trouvent leur soubassement dans la difficulté des civils à disposer d'une autre alternative. Le but est d'échanger coopération contre sécurité. Plusieurs cas sont illustratifs dans des endroits comme Lukaraba et Busurungi dans le groupement Walowa-Loanda (Territoire de Walikale) où des échanges commerciaux sont observés entre civils et FDLR.

Au dernier trimestre 2011, les entités administratives de Buloho, Kalima et Mubugu sont sous le contrôle du 106^e remplaçant ceux du 103^e Régiments affectés sur l'axe Kalehe littoral et les hauts plateaux. Le 106^e Régiment était reparti en trois bataillons déployés dans les trois entités administratives de Bunyakiri : Buloho, Kalima et Mubugu.

Notons que le lancement officiel du message radio diffusé à Kinshasa par le délégué de la Cour Pénale Internationale (CPI) demandant au Président de la RDC de procéder à l'arrestation immédiate du général Bosco Ntaganda et de l'acheminer à la CPI a été l'élément déclencher de la défection des certaines unités FARDC proche de l'ex-CNDP Certains éléments en défection auraient pris la direction du Groupement de Mubugu. Elles

se sont installées au centre commercial de Karasi pendant deux semaines, jusqu'au 20/04/2012. Ces éléments FARDC de l'ex CNDP en défection, se sont illustrés plus comme source d'insécurité et exactions sur les populations civiles pendant cette période. Pendant leur départ vers les hauts plateaux du Territoire de Kalehe, des élèves et des enseignants ont été obligés de transporter des biens pillés et autres effets militaires jusque dans les hauts plateaux de Katasomwa et de Bushaku. Ce sont ces militaires dissident de l'armée régulière, qui après leur séjour dans les hauts plateaux ce sont affrontés aux militaires du 1032^{ème} bataillon basé à Numbi à l'issue desquels affrontements ils ont reçu à traverser dans le Masisi (Ngungu) pour rejoindre les autres éléments fideles au général Bosco Ntaganda.

3.2.3. Groupes Armés

Le groupe armé Maï-Maï Kirikitcho bien que basé dans le groupement de Ziralo étend son influence dans cette zone. Par moment, ce groupe contrôle aussi une partie du groupement de Mubugu avec des positions avancées dans la localité de Ramba. C'est un groupe armé rassemblant en majorité, des membres de l'ethnie Tembo du groupement de Ziralo et Mubugu (Territoire de Kalehe) et de Walowa Lwanda (Territoire de Walikale) avec un effectif d'environ 280 combattants, qui au départ avait refusé le groupe armé Nyatura (groupe armé à majorité Hutus). Plus tard, avec les attaques des FARDC contre ces deux groupes, la collaboration entre ces derniers s'affine pour tenter de faire face aux attaques des FARDC. Depuis plus de 3 ans, ce groupe aurait tenté d'intégrer les FARDC, la dernière tentative est celle faite par l'Action pour la Paix et la Concorde « APC » en juin 2011 à Karasi dans le groupement de Mubugu. En effet, au cours du mois de mai 2011, le « général » Kirikitcho par l'entremise de ses émissaires dont des notables des Ziralo avaient contacté APC sollicitant sa facilitation pour son intégration dans les FARDC. Cette tentative échoua suite aux exigences de Kirikitcho comme décrit au point 7.6 ci-dessous.

Au cours de mois de mars 2012, les FARDC avaient lancé des attaques contre le groupe de Kirikitcho et ses alliés dans le groupement de Ziralo, situation provoquant le déplacement massif de la population et l'incendie des maisons. A titre d'exemple, environ 290 maisons sont incendiées dans les différents villages tels que Kusisa, Tushunguti, Ruchuru, Chirambo, Kusisa, Bushee et Bunyamaamba dans le groupement de Ziralo. Cette situation est à la base du nouveau déplacement de la population de Ziralo vers Nyabibwe, Kalungu et Minova sur l'axe littoral de Kalehe.

Un autre groupe armé sur cet axe est celui du Col. Emmanuel Mbangumbangu, qui avait installé son état Major à Ramba dans le groupement de Mubugu en aout 2011. Cet ancien officier FARDC de la 10^{ème} Région militaire réfracteur de la réforme de l'armée en régiment venu avec 8 militaires avaient recrutés parmi les démobilisés et les jeunes du milieu jusqu'à constitué environ 50 éléments dans son groupes. Les opérations militaires menées par les militaires de 103^{ème} et 106^{ème} Régiment dans les hauts plateaux avaient délocalisés le groupe du Colonel Mbangumbangu de Ramba à Ziralo où il a était contraint de coaliser avec Kirikitcho, le Nyatura et les FDLR pour faire face aux attaques des opérations Amani Kamilifu.

Le groupe armé ‘‘Raiya Mutomboki³’’ est né dans le Territoire de Shabunda en 2005, et a connu une période de hibernation avant qu’il se réactive en mai 2011 lors que les militaires FARDC étaient allés dans la formation des régiments (reformé de l’armée FARDC) laissant derrière eux un vide sécuritaire favorable aux exactions de la population par les FDLR. C’est alors que les jeunes s’organisèrent de nouveau en groupe d’auto-défense dénommé Raiya Mutomboki avec l’objectif de lutter contre les exactions commises sur les populations civiles et l’occupation, l’exploitation illégale des ressources naturelles. Ce qui signifie que ce groupe mène des opérations armées visant l’anéantissement des FDLR.

Pour certains partisans de ce groupe, la grande motivation de cette initiative d’auto-prise en charge s’expliquerait par le fait que malgré la succession d’opérations militaires contre les FDLR dénommées tour à tour Kimya II, Amani Leo et Amani Kamilifu au Sud Kivu, les FARDC n’ont pas réussi à éradiquer les FDLR et accélérer le rapatriement de leurs dépendants dans leur pays d’origine le Rwanda.

Les succès dans la poursuite des FDLR par ce groupe, éphémères soient-ils ont suscité une forte adhésion des jeunes et de surcroît l’extension du groupe de Shabunda à Kalonge et à Bunyakiri (Territoire de Kalehe) et dans le Territoire de Walikale. Le groupe Raiya Mutomboki a à son sein des éléments des différentes ethnies dont les Rega, les Tembo, les Bakano, les Hunde.

Ce qui fait que dans les groupes opérant à Bunyakiri l’on estime que la majorité des éléments de ce groupe sont les Batembo et il en est de même des autres ethnies vivants en Territoire de Walikale.

Pour ce qui est de la localisation et des effectifs, généralement dans toutes les zones où ce groupe d’auto défense opère, il est très difficile de les localiser parce qu’ils ne constituent pas des camps ou des positions comme des militaires ou autres groupes armés. Ils restent plutôt dans leurs familles et ne se mobilisent que pendant le lancement des attaques contre les FDLR, raison pour laquelle il est même difficile de les dénombrer. Cependant, en Territoire de Kalehe, ils sont visibles dans les différents villages sur l’axe Bunyakiri et dans certains villages de Kalonge. A ce jour, ils ne commettent pas d’exactions sur les populations civiles⁴.

4. AXE KALONGE

4.1. Contexte général

Kalonge est un Groupement du Territoire de Kalehe situé à plus ou moins 65 km au nord-ouest de la ville de Bukavu. D’une population de plus de 130.000 habitants, Kalonge est limitrophe des Territoires de Kabare et de Shabunda. Le Groupement reste enclavé suite à

³ Le terme Raiya Mutomboki est compris littéralement comme étant « la population en révolte »

⁴ Notons que les cas de cotisation de la farine et autres aliments de base dans le Groupement de Kalima sont signalés. Ces cotisations ne sont pas mensuelles, mais planifiées pendant les périodes de lancement des attaques contre les FDLR sous forme d’effort de guerres.

l'état de la route qui reste très défectueuse. Pourtant ce milieu est stratégiquement important dans la production du bois (planches) ainsi que pour d'autres produits agricoles au Sud Kivu.

De ce fait, le contexte actuel est prédominé par la flambée des prix des produits agricoles de première nécessité alors que les conditions de vie des populations restent précaires. Selon les informations recueillies sur place fin 2011, une mesure de farine de manioc coûte 1200FC au lieu de 700FC ; les haricots, les boissons locales et autres produits agricoles ont augmenté de prix. Cela serait dû aux fortes pluies qui ont détruit les cultures.

A cette augmentation des prix vient s'ajouter un afflux massif des déplacés de guerre venant du Territoire voisin de Shabunda fuyant les affrontements entre FDLR et les Raia Mutomboki. En effet, ce groupement subit depuis quelque mois des déplacements récurrents de la population en provenance principalement dans le Territoire de Shabunda et de Nindja en Territoire de Kabare. Les personnes déplacées sont réparties dans cinq localités (Chaminunu, Bisisi, Mule, Fendula et Cifunzi) des six localités que compte le groupement. Les statistiques sur les mouvements de populations sont variables selon les mouvements d'arrivée et de progression de ces déplacés vers Bunyakiri. La compilation des rapports des ONG comme Médecin sans frontière, Programme Mondial Alimentaire et AVSI indiquent le chiffre de 9297 ménages déplacés (soient 55,782 personnes) repartis principalement dans les localités de Cifunzi, Chaminunu et Mule (Rapport de l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire des personnes déplacées et résidents en groupement de Kalonge de l'intercluster du 27 janvier 2012)

C'est ainsi que, non seulement les prix des produits agricoles augmentent, mais aussi ils deviennent insuffisants pour couvrir les besoins de toute la population.

Sur le plan sécuritaire, le 106^{ème} régiment des FARDC contrôle la situation. Cependant, il faut remarquer que dans les milieux reculés comme Bisisi, Bugaru, Chaminunu, Mule, etc, il ya une forte insécurité causée par les affrontements FDLR-Raia Mutomboki, mais aussi par la présence du groupe armé du colonel Côme qui opère entre Nindja et Kalonge. On peut dire d'emblée qu'il ya eu une sorte de transposition ou une migration de l'insécurité de Shabunda vers Kalonge. Ainsi, la circulation des personnes et de leurs biens devient difficile à certains endroits.

4.2. Forces en présence

4.2.1. Les FARDC

Le Groupement de Kalonge est sous contrôle des militaires du 106^{ème} régiment. Leur état major sur le lieu se trouve dans le village de Cifunzi à 17 km du Parc National de Kahuzi Biega. Il faut signaler que depuis qu'ils ont remplacé la 8^{ème} brigade qui était dans la zone, ces militaires n'ont jamais livré une quelconque bataille contre les FDLR. Cela ne signifie pas que ces derniers ne commettent pas d'exactions sur les populations civiles. Mais il faut relever le fait que non seulement les FARDC ne couvrent pas plusieurs zones enclavées comme Bisisi, Bugaru, plus au Nord du Groupement, mais aussi eux-mêmes ne font pas objet d'une quelconque attaque par ces FDLR pour pouvoir riposter. Certains habitants signalent que certains militaires seraient plutôt impliqués dans le commerce de charbon de bois. Les

incidents de protection par les militaires n'ont pas été suffisamment documentés. Il semble y régner une certaine collaboration entre les militaires et la population civile malgré les quelques dérapages qu'on puisse observer de la part de certains éléments indisciplinés opérant en toute discrétion.

4.2.2. Les Groupes armés

Les FDLR restent principalement une menace pour la population de Kalonge. Les endroits les plus concernés par cette insécurité sont notamment le village de Cifunzi où les passants, femmes et hommes, sont constamment tracassés lorsqu'ils se rendent à Bitale/Bunyakiri pour des activités commerciales. La plupart d'autres tracasseries sont signalées à Bugaru, Bisisi, Mule,... villages limitrophes des territoires de Shabunda et de Kabare. On note le pillage des chèvres, des poules etc.

A part les FDLR, des groupes armés congolais ou assimilés aux FDLR sont aussi présents dans la zone et opèrent en provenance des Territoires voisins. Il s'agit du groupe du Major Sengiyumva Sebatware, avec trois bases dont Twooka 5km de la localité de Chaminunu (avec environ 30 éléments), base de Kasimba (limite entre la Chefferie de Nindja et le Territoire de Shabunda avec environ 36 éléments) et la base d'Idunga (environ 30 éléments). Il ya aussi le groupe du Major Gandhi qui se trouve dans le village de Bugaru avec environ 25 éléments, dans le village d'irhengabarhonyi (Nindja) avec environ 150 éléments, dans le village de Karhimba avec environ 5 éléments opérant comme une compagnie mobile ; le groupe du major Sédar basé à Kisenya (Shabunda proche de Kalonge) avec environ 15 éléments. Enfin, on note la présence du colonel Côme avec plus ou moins 95 éléments et une relative présence des Raia Mutomboki en opération contre les FDLR. Tous ces groupes opèrent entre Nindja, Shabunda et Kalonge et commettent des exactions sur les civils. A certains endroits, ils perçoivent des taxes au passage et font des prélèvements sur les récoltes, les marchandises ou les produits des passants qui y trouvent une forte menace. Actuellement, ce contexte a beaucoup changé. Avec l'extension du groupe d'auto-défense Raiya Mutomboki de Shabunda à Kalonge, des affrontements entre ce groupe ont pu accentuer le mouvement des populations et que presque tous les villages jadis occupés par les FDLR sont actuellement sous contrôle de Raiya Mutomboki.

Contrairement aux FDLR ce groupe a connu l'adhésion de certains jeunes de Kalonge avec l'objectif de chasser les FDLR de leur terroir. Cette adhésion des jeunes est différemment analysée par les acteurs de Kalonge. Pour certains, c'est une bonne occasion d'en finir avec les FDLR et pour d'autres la fragilité de ce nouveau groupe ne rassure pas avec le risque que les FDLR viennent un jour se venger contre la population civile comme c'était le cas dans Shabunda où les FDLR avaient massacrés une cinquantaine des civils, une vingtaine des blessés et une centaine de maisons incendiés en 2012 et le massacre d'environ 50 personnes civiles par les FDLR dans les villages Lumendje et Kamananga en groupement de Kalima à Bunyakiri la première quinzaine de mai 2012. Cette crainte reste très fondée car déjà en date du 24 mai 2012, les FDLR ont attaqué le village de Chaminunu en Groupement de Kalonge et le bilan de cette attaque fait état de 6 personnes tuées et plusieurs biens pillés. Et que le bilan serait encore plus lourd ni était l'intervention des militaires FARDC qui étaient non loin du centre de Chaminunu. Ces exactions devenues chroniques fragilisent la situation humanitaire

jusque la relance des activités socio-économiques demeure impossible depuis plus d'une décennie.

4.3. Situation humanitaire : de la présence des déplacés de guerre de Shabunda à Kalonge

Depuis le mois de novembre 2011, de sanglants affrontements opposant le Raiya Mutomboki aux FDLR ont lieu dans le Territoire de Shabunda. Le groupe armé Raiya Mutomboki prétend défendre et protéger sa communauté *lega* contre les agressions des combattants FDLR. Les dégâts humains et matériels survenus à la suite de ces affrontements sont très importants. Plus d'une cinquantaine de civils ont été tués par les FDLR dans les villages de Lulingu. Les conditions dans lesquelles ils ont été tués sont ignobles car certaines femmes auraient été éventrées étant enceintes, d'autres personnes ont tout simplement été brûlées dans des maisons, d'autres encore ont été enterrées vifs tandis que plus d'une centaine de maisons auraient été incendiées. Cette réplique des FDLR sur les populations civiles serait une vengeance contre plus d'une dizaine des leurs tués par les Raia Mutomboki. Cette situation provoque depuis lors et jusqu'en ce mois de Février 2012 un déplacement des populations civiles de Shabunda vers Kalonge en Territoire de Kalehe.

Une mission humanitaire à laquelle ont pris part le Centre de Formation et d'Actions pour le Développement (CFAD asbl), AVREO et COOPI a dénombré plus de 13000 déplacés à Kalonge. Ces derniers sont confrontés à des problèmes humanitaires qui méritent une attention particulière. Des problèmes d'abris, de vivres et non vivres, de soins, d'hygiène etc. se posent avec acuité. Le risque est grand car, déjà les prix des produits agricoles avaient déjà pris de l'envol suite à la faible production qu'il ya eu au cours de la dernière saison. Les familles d'accueil voient aussi leurs conditions de vie se détériorer au gré de l'afflux massif des déplacés. Si des problèmes humanitaires se posent, il faut ajouter la crainte d'une migration de l'insécurité de Shabunda à Kalonge quand on sait que les FDLR ne sont pas loin de Chaminunu et de Bisisi et qu'ils accusent les civils d'être en collaboration avec les Raia Mutomboki. C'est toute une conjugaison d'efforts qui est nécessaire entre humanitaires, gouvernement provincial et national et autres acteurs impliqués dans la protection pour apporter une solution à ce problème. Il ya lieu de dire qu'une sécurité à Shabunda et Kalonge s'avère prioritaire et devrait suivre tout le reste de l'aide humanitaire. Somme toute, la sécurité dans ce milieu devrait constituer une priorité car plusieurs villages risquent d'en subir les conséquences par effet de contagion.

Par ailleurs, dans des circonstances pareilles de déplacement, des conflits ont toujours surgi entre familles d'accueil et déplacés internes. C'est le cas de l'axe littoral de Kalehe où cela fut observé en 2010-2011. Au vu des multiples conflits et au manque de cohabitation entre ces catégories de gens, l'APC avait exécuté un projet de résolution des conflits entre familles d'accueil et déplacés internes grâce au financement du Pooled Fund. C'est de cela que virent le jour les premiers Comités de Dialogue et de Médiation (CDM). Si cette situation n'est pas encore survenue pour le cas de Kalonge, des actions de prévention s'avèrent nécessaires et seraient orientées vers des campagnes de sensibilisation des populations à la cohabitation entre elles dans ces conditions de déplacement.

5. AXE WALIKALE

5.1. Contexte général

Walikale est l'un des Territoires de la Province du Nord Kivu qui connaît une situation socio-sécuritaire assez particulière et souvent très perturbée. L'insécurité y règne en maître et le Territoire constitue un véritable bastion des groupes armés. Plusieurs cas de viols, de pillages, de meurtre, bref un grand nombre d'incidents de protection sont souvent signalés dans ce Territoire qui reste faiblement couvert par les Forces Armées de la RDC. La grande forêt entourant ce Territoire reste un des moyens qui permettent aux groupes armés à pouvoir opérer tranquillement sans être inquiété. Il faut noter que dans certaines parties des Groupements du Territoire, les FLDR font l'administration civile. Il s'agit du Groupement de Walowa loanda en Secteur de Kisimba dirigé par un Chef de Groupement FDLR dénommé Gregoire (non autrement identifié), le Groupement Kisimba en Secteur de Wanianga, le Groupement Walowa Uroba, en Secteur de Wanianga, le Groupement de Waloa Yungu en secteur de Wanianga et le Groupement d'Ikobo en Secteur de Wanianga. Dans certains de ces Groupements, les FDLR auraient suspendu des Chefs de Groupement qui ne sont pas coopératifs avec eux et les auraient remplacés par d'autres nommés par eux-mêmes.

Par ailleurs, l'existence de plusieurs barrières sur les passages constitue une véritable source d'insécurité pour les populations qui voient leur mobilité rendue difficile. La faible couverture de la zone par l'armée nationale et les patrouilles de la MONUSCO qui se font seulement sur la route principale sont autant de facteurs qui sont à la base du développement des mécanismes de coopération entre population et groupes armés, n'ayant pas d'autre choix que de négocier leur mouvement en échange de quelque chose.

5.2. Les forces en présence

5.2.1. La MONUSCO

La North Kivu Brigade est déployée à Walikale. D'après les informations à notre possession, il ya une partie de la brigade indienne composée de 80 casques bleus basée à Otobora et qui font régulièrement des patrouilles le long de la route pour marquer leur présence dans la région et faire peur aux groupes armés. Malheureusement, le constat est que les groupes armés sont des habitués de la zone qu'ils maîtrisent mieux que ces casques bleus. C'est ainsi qu'ils développent d'autres stratégies d'actions dans des endroits souvent pas couverts par les patrouilles de la MONUSCO. La plupart des activités des populations civiles n'étant pas sur la route principale, ces dernières critiquent cette stratégie de la MONUSCO de ne s'intéresser qu'aux artères principales en ignorant les endroits où leur présence s'avère plus que nécessaire. C'est cela qui souvent rend parfois assez dures les relations entre civils et soldats de la MONUSCO, ces premiers (les civils) trouvant parfois inutile la présence des casques bleus car ne répondant pas à leur véritable besoin de sécurité.

5.2.2. Les FARDC

Nous l'avons dit précédemment que la couverture du Territoire de Walikale par les FARDC est faible. Les Groupements Bakano, Walowa Loanda et Walowa Uroba sont très illustratifs. Au-delà de cette insuffisance, on note d'incessants mouvements de relève militaires avec comme conséquence une mauvaise gestion de la transition. C'est-à-dire que lors de ces relèves, un vide sécuritaire se crée exposant les populations aux pillages et tracasseries par les groupes armés, étant donné le retard que prennent les autres éléments FARDC pour remplacer les précédents.

Au niveau des attaques contre les groupes armés, de nombreuses opérations auraient été menées par la 8^e Brigade avant le début de l'année 2011. Plus tard, le bataillon du 103^e régiment aurait lancé des opérations de traque contre les FDLR à Lukaraba, Groupement de Walowa Loanda qui aurait énervé les FDLR au point qu'à leur tour ils ont attaqué les centres de Hombo Sud (groupement de Kalima) et Hombo nord (groupement de Bakano) en date du 16 au 17/07/2011.

En cette date en effet, un groupe des FDLR composé de ± 290 éléments, en provenance de Lukaraba, localité de Makungurano, Groupement de Walowa Loanda, de Masisi (Remeka et Kibuwa) et de Kalehe (Ekingi et Lay Lay), ont investi les centres de Hombo nord et Hombo sud à travers une opération coordonnée et conjointe. Venus des quatre coins de ces deux centres, ces assaillants ont aussi emporté plus de 36 personnes pour le transport des biens pillés et les ont relâchées à Lukaraba. Le bilan de cette opération très bien fait état de 6 FDLR tués par les FARDC et 5 autres grièvement blessés, 1 adjudant FARDC et une fille âgée de 16 ans tués et un homme blessé. On a dénombré aussi plus de 350 maisons pillées dans ces deux centres et plusieurs biens de valeur et de l'argent emportés par ces malfrats.

On ignore encore comment cette opération conjointe entre différentes unités FDLR venues de Territoires différents a pu être pensée et le temps que cela a pris pour qu'elles se mettent d'accord. Mais cela démontre une nette collaboration entre ces unités et le fait qu'elles sont à mesure de faire des actions de haute nuisance lorsqu'elles sont mises en état d'y recourir. Par quels mécanismes ces groupes, même dispersés, communiquent-ils pour opérer ? Cela devrait alimenter la stratégie des FARDC lorsqu'elles doivent mener des opérations, en ne considérant pas les unités FDLR comme des groupes isolés du contexte général.

Depuis le déploiement des éléments du 803^{ème} Régiment du 4^{ème} secteur opérationnel fin décembre 2011, les opérations contre les FDLR ne sont pas planifiées du fait des effectifs insuffisants des FARDC vis-à-vis des FDLR et le nombre croissant des groupes armés congolais dans cette partie du Territoire de Walikale.

5.2.3. Les groupes armés

La présence des groupes armés est signalée dans cette partie de la Province du Nord Kivu. L'existence de plusieurs carrés miniers, une forêt très dense et la faible couverture du Territoire par les FARDC sont parmi les grandes causes de la présence des GA dans cette région. D'un côté la forêt leur sert de véritable cachette au point que leur démantèlement

devient de plus en plus difficile lors des opérations de traque menées souvent par l'armée régulière. D'un autre côté, la gestion par eux des carrés miniers leur permet de financer leur mouvement et de s'allier à d'autres personnes parmi les civils et autres opérateurs économiques qui négocient les minerais dans cette zone. Ceci dit, on voit quasiment beaucoup de groupes armés se développer dans cette zone avec l'idée de pouvoir accéder aux ressources et pas nécessairement parce qu'ils ambitionnent le pouvoir à Kinshasa. Toutefois, il faut noter que les différences entre les groupes armés congolais se situent au niveau de l'importance numérique, la connexion avec le niveau politique national, l'idéologie (véritables motifs de création), les alliances avec d'autres groupes armés, la stratégie de collaboration avec les civils, etc.

Au niveau de la capacité de nuisance, les FDLR restent un groupe assez violent. Sa collaboration avec les populations civiles est souvent basée sur une sorte de contrat de servage où la population n'a d'autre choix que d'accepter d'échanger taxes, biens et produits manufacturés contre protection ou non agression. Malheureusement, ce genre de conditions sont souvent éphémères et se brouillent immédiatement lorsque les FDLR sont attaqués par les FARDC et par la suite ces deux forces armées ne tardent pas à s'abattre sur les civils en les traitant de complices, d'espions ou de pisteurs. Les populations civiles sont donc ainsi à chaque fois dupées dans leurs efforts de coopération pour survivre avec les groupes armés en place. Même leur collaboration avec l'armée régulière reste fragile. Face à d'innombrables GA qui chacun pose ses conditions pour la coopération avec les civils, il y a du mal à se faire une idée jusqu'où les civils peuvent aller eux qui endurent tout cela.

Pailleurs, pour l'instant, on ne peut prétendre maîtriser le nombre de groupes armés présents à Walikale car il en naît de plus en plus actuellement. Nos investigations ont dénombré 7 unités FDLR commandées chacune par un colonel ou un major. Il s'agit de :

- La brigade du colonel Jean Victoire Océan, composée d'environ 96 éléments basée à Kiuli, Localité Makungurano, Groupement Walowa Loanda, Secteur de Wanianga, Territoire de Walikale. C'est cette brigade qui a opéré dans les pillages de Hombo en date du 16 au 17 Juillet 2011. Monsieur Jean Victoire commande cette brigade qui compte trois bataillons dont l'un à Kalehe, un autre à Shabunda en plus de celui de Walikale.
- Le bataillon du Major Bravo Balozi, composé d'environ 75 éléments basés à Lukaraba, Groupement de Walowa Loanda, Secteur de Wanianga en Territoire de Walikale. Il commande aussi une compagnie en mouvement chargée de la collecte de différents produits alimentaires composée de 15 hommes et commandée par le capitaine Padiri, secondé par le Lt. Ibra.
- Le bataillon du Major Selemani Mugabo composé d'environ 103 éléments basés à Kibuwa/ Ntoto, Groupement Walowa Uroba, Secteur Wanianga en Territoire de Walikale.
- La brigade du colonel Calme composée d'environ 305 éléments actifs, 35 blessés et malades basés tous à Misima dans le Groupement Walowa Loanda, localité Makungurano, Secteur Wanianga en Territoire de Walikale.

- La compagnie mobile du Major Ntwagirimana Enoch composée d'environ 120 éléments basés à Kifuruka, katete (localité Busurungi, Groupement Walowa Loanda). Ils sont impliqués dans les pillages, les massacres des civils à plusieurs endroits.
- Le bataillon du Lieutenant-colonel Gwanzeguhera composé d'environ 180 éléments basés à Mutongo, dans le Territoire de Walikale
- Le bataillon du colonel Caleb Byiringiro composé d'environ 72 éléments basés dans le Groupement d'Ikobo, Territoire de Walikale

Notons que l'Etat major général des FDLR qui était basé à Shario dans le Groupement de Walowa Loanda, a été déplacé en juillet 2011 à Nyamaboko I^{er} dans le village de Mukobelwa en Groupement d'Ufamandu I^{er}, Secteur de Katoyi en Territoire de Masisi. Toutes les unités déployées dans les Territoires de Kalehe, Shabunda et Walikale dépendent de cet état major général ci- haut cité.

Par rapport aux groupes armés congolais, on en a dénombré jusque là neuf notamment le Nduma Defence du Congo (NDC) du Général Cheka Ntebo Ntaberi en groupements d'Ihana et Utunda ; le Mai-Mai Kifuafua du Général Delphin Mbaenda en groupement Walowa Loanda ; l' Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APECLS) du Général Janvier Buingo en Groupement d'Ihana à Lukweti(ce groupe opère aussi dans le Territoire de Masisi) ; le groupe de Erasto Ndibanturanya basé à Musumba en Territoire de Masisi qui par moment étend ses interventions dans Walikale, le groupe du colonel Birikoriko en Groupement de Bakano, celui du colonel Jérémie en Groupement Walowa Loanda, celui du colonel Akilo Akilimali en groupement Walowa Uroba, celui du colonel Mongele en groupement de Walowa Loanda et le groupe d'auto – défense Jeune de Monsieur John Mpanga groupement Walowa uroba.

Il faut noter que le colonel Kahasha alias Foka Mike⁵ qui a déserté les FARDC début Février 2012 en province du Nord Kivu. Il aurait également pris la destination de Walikale avec plus d'une dizaine d'éléments armés. Les mobiles de sa désertion restent jusque là inconnus, mais celle-ci est intervenue quelques jours après que soit arrêté l'honorable Dieudonné Bakungu présumé à la tête d'un groupe de 12 éléments armés qui ont tenté de prendre la ville de Goma en début Février 2012 et condamné pour une année de prison par la Cour Suprême de Justice à Kinshasa pour tribalisme le mois suivant.

La présence de tant de groupes armés dans ces Territoires, éparpillés dans tous les groupements peut justifier l'échec des initiatives des FARDC à pouvoir les démanteler. Cette répartition rend plus compliquées les stratégies militaires de sorte qu'à chaque fois, ces derniers se retrouvent confrontés à une forte résistance sur le terrain. Démanteler même un petit groupe militaire devient difficile étant donné que lors des opérations, d'autres groupes armés ripostent contre les FARDC croyant être ceux contre qui les opérations sont menées. Certains rapports indiquent aussi que parfois dans des zones d'opération, des militaires FARDC désertent pour s'allier aux groupes armés afin de bénéficier des ressources minières

⁵ Début mai 2012, une alliance a été conclue par le groupe Mai-Mai Lafontaine et le groupe conduit par le colonel Kahasha dans le territoire de Lubero. selon les sources coutumières locales en chefferie des Batangi, cette coalition, appelée «Union des patriotes congolais pour la Paix» (UPCP) occupe depuis une bonne partie du sud-est de Lubero

en place tout en négociant des postes de responsabilité au sein de ces groupes. Des effets convergents démontrent la défaillance de l'Etat congolais à fidéliser ses troupes. Des défections militaires démontrent cela en grande partie et même la défaillance dans les opérations militaires. *Comment un militaire impayé pourrait être sérieusement motivé à s'exposer aux attaques des GA et comment résisterait-il face aux intérêts tentants lui proposés par ces derniers ?* Si tout un travail de restructuration de l'armée s'avère nécessaire, il ne suffit pas à lui seul. Cette restructuration devrait être suivie par les moyens, la mise à disposition de bonnes conditions de travail des militaires, un salaire décent et régulier, la considération des militaires à juste titre, le traitement proportionnel des militaires, etc. Ce n'est que dans ces conditions là que les FARDC seraient motivés à combattre l'ennemi jusqu'au bout.

6. AXE KALEHE LITTORAL ET HAUTS PLATEAUX

6.1. Contexte général

L'axe littoral de Kalehe se trouve à l'Est du Territoire de Kalehe, dans la chefferie de Buhavu organisée en quatre entités administratives : Groupements de Mbinga Sud, Mbinga Nord, Buzi et Ziralo. Cette partie à l'Est du Territoire est bordée tout au long par le lac Kivu à l'est et les Hauts plateaux à l'ouest. Les Hauts plateaux sont voués à l'agriculture, l'élevage et l'activité minière. Il s'agit en même temps d'un endroit habité en grande majorité par les Rwandophones (Hutu et Tutsi) et par les Batembo, les Bahavu étant très minoritaires. Un autre détail important est que l'inaccessibilité de cet endroit est l'une des raisons d'un développement des groupes armés au point que les milices communautaires connues à Kalehe auraient pris naissance là bas. Dès lors, on peut comprendre pourquoi le groupe armé Nyatura (Hutu congolais), nouvellement créé, s'est développé là bas.

Le contexte socio-sécuritaire de Kalehe littoral et des Hauts plateaux est relativement calme en dépit des grandes turbulences qu'il ya eu avant et pendant les élections du 28 novembre 2011. Ces turbulences portent sur les irrégularités observées lors des opérations d'enrôlement des électeurs, la publication des bureaux de vote et le déroulement proprement dit du scrutin présidentiel et législatif. Au chapitre humanitaire, on note la réduction des camps de déplacés de guerre dont la plupart sont retournés chez eux, d'autres ont décidé de se payer de petites parcelles le long de la route pour définitivement s'installer, d'autres sont encore dans des familles d'accueil mais en nombre réduit.

Par contre, on assiste à un retour progressif des réfugiés tutsi dans les hauts plateaux de Kalehe. Ce retour est à la base des conflits fonciers entre les membres des communautés Havu, Tembo, tutsi et hutu et sont liés à un foisonnement de mécanismes de contestations d'actes de vente de terres. Plus grave est l'implication des militaires dans ces conflits fonciers, ces derniers s'interposant pour protéger les personnes de leur tribu/ethnie.

Cela s'observe avec plus d'acuité dans les Hauts plateaux où les réfugiés amènent des vaches venant du Rwanda et dont la propriété fait planer le doute. Les gens se posent des questions de savoir comment un réfugié, dans les conditions de rareté de terre au Rwanda et de quasi absence de pâturage, pourrait-il posséder à lui seul une centaine de vaches.

La déstabilisation de l'arène foncière fait renaître des difficultés de cohabitation entre les populations vivant dans le Territoire.

C'est dans ce contexte que l'APC, après deux ans de Recherche Action Participative sur les conflits fonciers entre les communautés de Kalehe a regroupé les leaders des communautés de Kalehe autour d'une table en date du 8 au 12 out 2011 pour dialoguer. Si des engagements ont pu être pris, un plan d'action défini, les communautés ont démontré qu'il était possible de mettre fin aux conflits si tout le monde respectait ses engagements. C'est notamment pour cette raison que l'APC renforce ses actions de sensibilisation à la cohabitation pacifique entre les communautés, au dialogue franc et surtout à la démilitarisation des civils. En outre, APC est impliquée dans une analyse de contexte sur le retour des réfugiés tutsi afin de comprendre quels mécanismes et actions sont nécessaires pour éviter que ce retour soit à la base de la détérioration du climat sécuritaire et de cohabitation dans la région (APC-LPI, Conflits fonciers et dynamiques de cohabitation en territoire de Kalehe, Série de grand Lac, 2012).

Enfin, au plan sécuritaire, on peut noter qu'outre la présence des FARDC dans la région, les FDLR et le groupe armé Nyatura nouvellement créé sont toujours présents dans la zone. Des opérations de traque ont été menées contre le Nyatura en novembre 2011 et auraient réussi à les repousser plus loin dans les forêts de Ziralo alors qu'ils étaient basés à Lumbishi, trois heures de marche du village Numbi. Cependant, la gestion du village Lowa-Numbi reste problématique ; les hutu étant restés aigris face au changement du chef de village hutu Jean Bernard et son remplacement par le tutsi Célestin Seburikandi. Pour les hutu, le retour des réfugiés tutsi et les problèmes fonciers seraient à la base de ce remplacement. Si des gestes de résistance ont été observés au cours du deuxième semestre 2011, ils ont diminué d'intensité en début de l'année 2012. D'ailleurs, la présentation du chef de village déchu à la députation nationale aurait été interprétée comme une stratégie politique pour qu'enfin de compte il soit à mesure de porter les revendications des Hutu au plus haut niveau. Le groupe Nyatura serait tout de même considéré entre les lignes comme un PARECO 2 avec des revendications de protection des terres des hutu.

6.2. Défection militaire et émergence du groupe armé Nyatura

Le groupe Nyatura est un nouveau groupe armé majoritairement hutu qui a vu le jour au mois de juillet 2011 et qui s'est installé dans les Hauts Plateaux de Kalehe. En effet, suite aux différents accords et processus d'intégration des éléments des anciens groupes armés dans l'armée nationale, on observe de nombreux obstacles à la formation d'une véritable armée républicaine. Il s'agit plus d'une juxtaposition de groupes armés cohabitant dans un ensemble plutôt qu'un vrai corps armé unifié. Les résistances au brassage (mélange des différents éléments) et volonté de rester constitué comme des groupes mono ethnique ; refus de redéploiement dans différentes zones et volonté de rester positionné dans les mêmes zones en poursuivant les mêmes intérêts qu'avant l'intégration dans les FARDC (main mise sur l'exploitation des ressources minières, défense des intérêts de la communauté d'origine notamment pour la sécurisation des terres et l'accès aux postes politico-administratif) restent des éléments importants pour comprendre l'attitude et la réaction de certains militaires FARDC. De même, lors des négociations pour l'intégration dans les FARDC ces groupes

rebelles ont obtenus de nombreux postes hauts gradés notamment avec un phénomène de surestimation des effectifs. Ainsi on observe actuellement un nombre très élevé d'officiers qui fréquemment ne disposent ni de compétences ni d'effectifs nécessaires sous leur commandement pour prétendre à ces postes. Or, avec le processus de réorganisation en régiment, il est inévitable que certains de ces postes soient remis en cause et qu'il y ait des sélections opérées. C'est ainsi que les changements et attributions de poste ont été l'occasion d'intenses frustrations provoquant des soulèvements de certaines unités voire des défections. L'enregistrement biométrique des militaires a également été l'occasion de tension avec des litiges sur les dates d'intégration officielle au sein des FARDC.

Indéniablement cette augmentation des hommes armés incontrôlés dans les différents milieux amène une croissance de l'insécurité avec une recrudescence des actes de banditisme et donc de l'insécurité. Ces hommes retranchés vivent au dépend des populations et sont enclin à participer à des activités criminelles. Ils représentent des éléments avec un fort potentiel à la constitution d'un groupe armé, c'est le cas du groupe Nyatura.

En effet, on observe dans les Hauts Plateaux (HP) de Kalehe frontaliers du Nord- Kivu, une insécurité continue, en partie causée par la présence de groupes armés et d'hommes en armes isolés. Suite aux accords de Goma signés en 2008, les principaux groupes armés ont accepté d'être intégré au sein de l'armée nationale moyennant des grades élevés pour leurs chefs. Parmi ces différents groupes, deux étaient particulièrement vigoureux dans le milieu des Hauts Plateaux de Kalehe, à savoir les Patriotes Résistants Congolais (PARECO) ayant un attachement à la défense des intérêts tribaux Hutus et le Congrès Nationale pour la Défense du Peuple (CNDP), défendant de son coté les intérêts de la communauté Tutsi. Ainsi, il ne restait plus dans les HP du Territoire Kalehe que deux groupes réfractaires majeurs: les Forces Démocratiques pour la Libération de Rwanda (FDLR) composé des Hutus ayant fui le Rwanda et les Maï-Maï Kirikitcho (mouvement d'auto-défense). Malgré cela, l'amélioration de la situation sécuritaire est restée relative jusqu'ici. Depuis le mois de Mai, le processus de refonte des FARDC (Forces Armées de la RDC) des Brigades en Régiment a été initié, dans un contexte de compétition pour l'accès aux postes de commandement entre les membres des ex-groupes armés, particulièrement entre ex-PARECO et ex-CNDP recoupant un certain clivage Hutu/Tutsi. Ainsi de nombreux militaires ex-PARECO s'estimant lésés, ont préféré fuir pour se retrancher dans les Hauts Plateaux.

C'est dans ce contexte qu'au mois de Juin 2011, le remplacement du commandant du 103^{ème} régiment (un colonel hutu ex-PARECO) avait provoqué une mutinerie de certains officiers dans les FARDC, installant leur quartier général dans les Hauts Plateaux à Bushaku pendant une semaine avant qu'ils ne soient sensibilisés pour la réintégration dans les FARDC. Le 20 juin 2011, apprenant que les autorités de la 10^{ème} région militaire avaient l'intention de remplacer le commandant du 103^{ème} régiment, le colonel concerné et une partie de ses hommes avaient quitté l'état major de Lemera. Les représentants de la hiérarchie avaient du faire le déplacement jusqu'à Lemera, où après négociations il avait été convenu que le colonel Biyoyo (Shi) prenne le commandement du 103^{ème} régiment tandis que le colonel insurgé était intégré à un nouveau poste de commandement dans le 105^{ème} régiment à Fizi. Bien qu'il soit difficile d'estimer leur nombre, il est connu qu'une partie des militaires insurgés sont restés dans les HP.

On a donc assisté les mois suivants, à la multiplication d'exactions contre les civils commises par des inciviques moins identifiés, notamment l'assassinat du pasteur Hategeka Ngarama à Katale. Or début Août 2011, plusieurs éléments d'information convergents ont confirmé l'émergence d'une coordination entre ces différents éléments armés hutus dans les HP à la frontière entre le Sud et Nord Kivu (Territoire de Kalehe et Masisi). Ce regroupement s'est fait connaître sous le vocable « Nyatura » (les pisteurs/éclaireurs en Kinyarwanda). Le terme « Nyatura » renvoie à des éléments aguerris, natifs du milieu, disposant d'une parfaite maîtrise du terrain ; cette appellation était fréquemment utilisée auparavant, pour désigner les éléments de première ligne de l'ex-groupe CNDP réputés pour leur « grande efficacité ».

Selon les informations d'acteurs de terrain, un conflit foncier à Kamatare dans la localité de Ngungu (groupement Ufamandu 1, dans le Territoire de Masisi au Nord Kivu) opposant les proches du Pasteur hutu et une famille tutsi, serait le point de cristallisation à l'origine de la création de ce mouvement armé.

L'un des conflits déclencheur du mouvement

Le conflit concernerait des terres qui auraient premièrement été occupées depuis les années 1958 -1960 par des paysans Rwandophones (Hutus et Tutsis) puis vers 1978 par Mr notable Hunde. Ce dernier aurait chassé les occupants pour faire une ferme, en obtenant les documents officiels d'occupation auprès du Titre Foncier faisant croire que ces champs étaient inoccupés. A sa mort en 1992, les gens qui avaient été chassés, seraient retournés dans leurs anciennes possessions comme des sujets de cette famille du notable Hunde (s'acquittant des obligations coutumières : Salongo, Mukoro). Mais au cours de la guerre tribale de 1993 à Masisi opposant les Hutu contre les Hunde, la veuve de ce notable Hunde aurait fui, laissant la place libre aux anciens occupants. Lorsque celle-ci voulu reprendre ces champs, elle aurait éprouvé des difficultés de sorte qu'elle se serait adressée à un notable tutsi pour qu'il s'en charge à sa place, moyennant récompense. Ainsi, ce dernier aurait tenté de chasser ces gens à maintes reprises, mais en vain. Ces personnes(les occupants de cette concessions à majorité Hutu),, proches et membres de la famille du Pasteur Hutu et regroupaient au tour de celui-ci comme défenseur de leurs intérêts. Vu cette coalition le Tutsi aurait donc sollicité l'aide de militaires auprès du Commandant Brigade qui contrôlait cette entité. Ainsi des militaires seraient venus détruire et incendier les maisons des occupants du terrain, avant de se déployer pour permettre au notable Tutsi de s'installer avec ses troupeaux de vaches, ravageant les exploitations agricoles existantes. Les expulsés auraient été contraints de fuir à Kaguli, Nganjo vers Lumbishi, au Sud Kivu. Cela aurait provoqué de vifs ressentiments au sein des proches du Pasteur Hutu. Ainsi, dans la nuit du 22 Avril 2011, des individus armés se seraient introduits dans la parcelle pour abattre 12 vaches de la famille tutsi. Par la suite, une autre attaque aurait fait deux morts parmi les hommes chargés de sécuriser ces mêmes troupeaux, dans la nuit du 12 Mai 2011 : un civil et un berger. La semaine suivante, une opération ciblant les chefs de famille tutsi, aurait été menée à Kabingo, leur lieu de résidence ; mais, manquant leur objectif, les assaillants auraient assassiné un autre membre de la famille et blessé gravement un deuxième. Concernant l'identité des auteurs de ces actes, on peut présumer qu'il s'agit d'individus de la communauté Hutu, ou du moins poursuivant l'objectif de le venger.

Le Vendredi 12 Août, le notable Tutsi se serait rendu à Lumbishi, zone de refuge du groupe du Pasteur Hutu, en provenance de Ngungu, accompagné de 32 militaires présumés du Nord Kivu, sans que ses intentions ne soient connues. Le lendemain matin cependant, Mr Janvier Bitunure, officier déserteur ex-PARECO, aurait été tué par les balles de ces militaires, dans une ferme à Chambombo. S'il existe une confusion sur les circonstances de cette mort – dérapage des soldats face à la résistance du déserteur qu'ils venaient récupérer ou simple coup monté pour son exécution sommaire - les conséquences auraient été déterminantes puisque dès lors l'ensemble des autres déserteurs auraient progressivement rallié le groupe du Pasteur hutu. La réunion de ces différents militaires réfractaires, soldats et officiers, expliquerait qu'ils se soient davantage organisés en groupe structuré.

6.3. Le Nyatura face à la compétition politico-militaire Hutu-Tutsi

Il semble profitable pour une bonne compréhension de faire un bref rappel historique. Le chef de groupement de Buzi, Sangara Tabaro Hubert a encouragé l'immigration et l'installation de Rwandophones dans les HP. Ainsi, il installe un tutsi comme chef de sous village Numbi, Elias Buhuzu en 1972. Considérée comme l'un des premiers grands centres de peuplement des HP de Kalehe, cette localité est en quelque sorte, la capitale politique et économique de ce milieu. En 1998, lors de la rébellion du Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), de nouvelles entités ont été créées au Sud Kivu comme les Territoires de Minembwe, de Bunyakiri, et le village de Numbi se retrouva chef lieu de ce qui fut le Groupement de Mianzi avec Boniface Buhuzu comme Chef de Groupement. L'actuel Chef de Groupement de Buzi qui entretenait d'assez bonnes relations avec le RCD, Raymond Sangara Bera qui a succédé à son père décédé, fut nommé « Mwami », chef d'une nouvelle Chefferie : le Groupement de Buzi fut dans ce contexte une Chefferie avec comme Groupements Bulenga, Minova et Mianzi. A la fin de la guerre en 2003, l'ensemble des entités administratives constituées par le RCD sont officiellement annulées. Le village Lowa-Numbi est réactualisé avec son chef lieu à Numbi et ses sous villages Lumbishi, Shandje, Luzirandaka et Numbi. Boniface Buhuzu, qui a succédé à son père, abandonne le poste pour des raisons personnelles et cède la place à un Hutu, Jean-Bernard Nzacungwanimana, avec l'accord du Mwami Sangara Raymond. L'ancien chef de sous-localité de Shandje, Jean-Bernard Nzacungwanimana est reconnu par les autorités provinciales et le chef de Chefferie Buhavu, le mwami Ntale Shosho Kamiroghosa. Cependant, depuis le début de l'année 2011, des pressions de plus en plus pressantes se sont fait sentir pour remplacer ce chef de village par Seburikandi Byakunda Célestin, membre de la communauté Tutsi. Cette communauté estimant que l'autorité du village devait se transmettre de génération en génération au sein de la même famille, soutenait que Seburikandi, cousin de Boni Buhuzu, avait la pleine légitimité pour reprendre ce poste. La forte opposition de la population hutu à ce changement expliqua la difficulté de mise en œuvre de cette nouvelle nomination.

Concernant la procédure légale de nomination des chefs de village, le Chef de Groupement doit proposer un candidat au Chef de la Chefferie qui l'apprécie avec l'Administrateur du Territoire. S'il y a consensus, ils se tournent vers la Division Provinciale de l'Intérieur qui

valide officiellement le choix. Il semblerait dans ce dernier cas, qu'il y ait eu divergence de vue entre le niveau provincial et le niveau local. L'installation de Seburikandi aurait bénéficié de l'appui d'anciens dignitaires du RCD installés à Kinshasa, ainsi que des militaires du Nord Kivu. C'est ainsi que malgré les protestations de membres de la communauté hutu, Seburikandi a été installé comme nouveau chef de village le 29 Juillet 2011. Le chef Sangara, accompagné par le Commandant second du 103e Régiment et ses hommes, s'est rendu à Numbi pour cette installation. Ce changement a provoqué de manière globale une importante opposition de la population, puisque d'un côté la communauté hutu a développé un sentiment de frustration et de mécontentement, de l'autre côté les différentes communautés craignaient les conséquences du conflit. Les représentants de la communauté hutu gardent à l'esprit l'idée de faire une marche de contestation contre ce pouvoir qu'ils estiment illégal pour différentes raisons : tout d'abord, l'intronisation n'aurait pas respectée la procédure prévue et de fortes pressions seraient intervenues. D'autre part, ils regrettent que cette installation ait été imposée par la force avec l'intervention de militaires. Enfin, ils estiment que Seburikandi n'est pas bien implanté dans la zone et n'y possède donc pas d'intérêts (pas de possession foncière majeure, certains membres de sa famille résident au Rwanda) pour gérer cette entité.

Le chef de sous village de Lumbishi, Hategeka Mbaraga a été démis de ses fonctions et remplacé le vendredi 19 Août 2011 par Mathias Rubera, intronisé par le chef de village Lowa-Numbi Seburikandi. Ce nouveau chef de sous village a été assassiné deux jours après, exacerbant les tensions entre les différentes communautés. Au cours du mois d'Août, chacune des deux communautés a dépêché une délégation auprès des autorités de la Province du Sud-Kivu à Bukavu pour qu'elles s'impliquent urgemment dans la recherche d'une voie de sortie de crise. Il n'y a pas eu de réactions jusqu'à présent.

6.4. Faits caractéristiques de la dernière évolution de la dynamique Nyatura

► 13 Août 2011, assassinat de Janvier Bitunure, officier déserteur ex-PARECO à Chambombo.

► Dans la semaine du 15 au 21 Août 2011, certains jeunes, principalement hutu auraient adhéré au groupe armé Nyatura. Différentes sources nous informent qu'outre les militaires déserteurs fuyant le Régiment, des jeunes désœuvrés de Goma et des Hauts Plateaux seraient venu massivement grossir les effectifs de ce nouveau mouvement.

► Dans la nuit du dimanche 21 Août 2011, le chef de sous village de Lumbishi, Mathias Rubera a été assassiné. Quoique sujet hutu, il y a fort à croire que son assassinat soit directement lié à son soutien au nouveau chef de village Lowa-Numbi. En effet, il a été intronisé le vendredi 19 Août 2011 par le chef de village de Lowa-Numbi, Seburikandi. Certaines informations en notre possession indiquent qu'il aurait été assassiné par les éléments du groupe Nyatura. Suite à ce meurtre, les militaires FARDC ont arrêté quatre suspects: Hategeka Mbaraga, ancien chef de sous-village Lumbishi ; Timothée Jambo, Président des intellectuels du milieu ; Sukiranya Gahima Jean, Président de la Société Civile et Nsanzimana Mushamuka. Ils ont été amenés à Numbi malgré la protestation de la population locale clamant leur innocence. Certains auraient cité Mr Mutangwiri, Agent Territorial (subalterne au Chef de Poste d'Encadrement Administratif) de Lumbishi comme coupable arguant que la victime aurait été assassinée au domicile de celui-ci à 00h25 après

qu'il l'ait lui-même invitée. C'est dans ce même mouvement que le 24 Aout 2011, la population qui avait accompagné les détenus jusqu'à Numbi aurait jeté des pierres sur l'Agent Territorial obligeant les militaires FARDC à intervenir en tirant en l'air pour disperser la foule. Le lendemain, 25 Aout 2011, les militaires auraient fini par arrêter Monsieur Mutangwiri, son épouse et son policier garde du corps pour raison d'enquête.

► Le dimanche 28 Aout 2011, les positions FARDC aurait été attaquées par des éléments présumés du groupe Nyatura. Le bilan ferait état d'une femme abattue et d'un militaire FARDC blessé au cours des affrontements. Les mêmes sources font état de plusieurs officiers ex-PARECO qui auraient rejoint le groupe armé. Le nom des Lieutenant Colonels Kaluma, Bageni, Félix circulent bien qu'ils ne seraient pas les seuls à avoir intégré le groupe armé. Le commandement serait assuré par col Mathias Kalume (natif de Lumbishi, ex FARDC commandant chargé des opérations 24^e secteur)

► A la date du lundi 29 Aout 2011, des affrontements armés seraient encore en cours entre Nyatura et FARDC à Lumbishi. Cela aurait entraîné la fuite de 31 ménages vers Kalungu (Buzi) et Rwamiko (Ziralo).

► Au jour du 3 Septembre, des informations en provenance de la zone, indique que le groupe Nyatura se serait installé dans le Groupement de Ziralo installant leur position à Gaharawe, dans la localité de Kusisa.

► Le Lundi 5 Septembre au matin, les FARDC ont entrepris la traque de ces derniers.

► Les affrontements entre les FARDC et les Nyatura le mardi 6 Septembre à Gaharawe se sont soldés par la fuite de ces derniers dans le sous village Katasomwa en localité de Bataillon, proche de la forêt de Chinono toujours en groupement de Ziralo. Ce déplacement les aurait conduits dans une zone où il y a une présence fréquente d'autres groupes armés. Rappelons que la forêt de Chinono est connue pour être la base arrière des Maï-Maï Kirikicho ainsi qu'un lieu de repli pour les FDLR.

► En septembre 2011 le groupe Nyatura aurait sollicité l'appui de général Kirikicho mais celui-ci aurait refusé. Entre temps les FARDC auraient menacé de frapper également les Maï-Maï Kirikicho pendant les opérations contre les Nyatura. Pour ce faire, un délai de grâce des 24 heures leur aurait été accordé pour se rendre. Ce qui suppose que le risque d'escalade de violences dans cette zone est grand avec un risque de coalition temporaire et spontanée des différents groupes armés.

► Depuis novembre 2011 à mars 2012, avec les multiples attaques de FARDC contre les éléments du Nyatura et le Maï-Maï Kirikicho, ce dernier avait fini par accepté la coalition avec ce nouveau groupe armé. Ainsi, les deux groupes armés ont mené des opérations conjointes soit contre les FARDC, soit des pillages de biens de la population locale avant l'arrivée de Raiya Mutomboki dans cette zone.

6.5. Analyse des liens entre différents facteurs aboutissant à l'émergence de la violence

Les événements conduisant à l'émergence de ce nouveau groupe armé Nyatura attestent encore une fois de l'extrême instabilité du contexte socio-sécuritaire dans certaines zones du Sud Kivu, notamment dans les Hauts Plateaux de Kalehe.

Il semblerait qu'un des facteurs ayant favorisé la formation de ce groupe insurgé serait lié à une certaine déficience des FARDC : les défis du renforcement de cette force armée sont multiples et le processus de réforme est très fragile comme le montrent les difficultés rencontrées au cours de l'opérationnalisation de la réorganisation en Régiments. Suite aux successifs accords de paix visant l'intégration des groupes armés au sein de l'armée nationale (notamment celui de Goma en 2008 et en mars 2009), il semble que les efforts pour restructurer cette institution pour qu'elle assure ses missions de manière effective, peinent à atteindre leurs objectifs. En effet, malgré les améliorations observées au sein de certains Régiments, on peut constater qu'une partie des militaires continuent à fonctionner comme des groupes armés : défendant les intérêts d'une communauté contre les autres, infligeant des exactions aux populations civiles. Les activités de brassage, mixage, formation, redéploiement prévues par le processus de « régimentation » se heurtent à des oppositions avec des refus de mutation ou de destitution. Ainsi, la réorganisation des FARDC a été l'occasion d'un regain dans la compétition pour l'attribution des postes hiérarchiques élevés. L'éviction de certains officiers ex-PARECO à ces postes au profit des ex-CNDP, a été source de défections et d'une exacerbation des tensions entre communautés Hutu et Tutsi en Territoire de Kalehe. On peut observer que le nouveau groupe Nyatura revêt une forte prédominance hutu. Ses membres sont hutu et la majorité sont des ex-PARECO, soldats et officiers confondus. Il est donc clair que le processus de réorganisation en Régiment, en touchant à l'enjeu sensible des postes de commandement, a engendré des mécontentements d'autant plus qu'il semble y avoir eu partialité avec un ex-groupe armé favorisé par rapport aux autres.

Néanmoins, si la dynamique d'émergence de Nyatura intervient avec comme fond ces remaniements au sein de l'armée, il semble que ce serait davantage les enjeux de pouvoir politique, à savoir l'attribution de postes administratifs locaux, qui seraient au cœur du soulèvement. Le contexte électoral doit donc être pris en compte.

D'autre part, il a été exposé plus haut qu'à la source même de la constitution du noyau du regroupement d'hommes armés, se trouvait un conflit foncier de petite ampleur opposant deux familles. Le recours à la violence armée pour la sécurisation physique des terres, avec l'intervention de militaires agissant de manière partisane d'un côté et l'utilisation d'armes à feu par des civils en représailles de l'autre, a agi comme un catalyseur. On retrouve à la base de cette dynamique : les enjeux fonciers, les enjeux d'identité et ceux d'accès au pouvoir. La perspective du retour des réfugiés congolais vivant au Rwanda, majoritairement Tutsi, comme facteur d'aggravation des tensions entre ces communautés n'est pas à négliger. Puisque le principal enjeu du retour des réfugiés outre les problématiques de cohabitation entre les communautés, réside dans les modalités d'accès à la terre.

De l'arrivée de Raiya Mutomboki dans le groupement Ziralo

L'arrivée des éléments Raiya Mutomboki dans le groupement de Ziralo début juin 2012, vient de disloquer la coalition Kirikitcho- Nyatura et FDLR. Chacun de se groupe a pris sa direction et leurs positions sont très mobiles dans différents villages suite à l'avancée de Raiya Mutomboki de Mianda, Tushunguti, Chambombo et Lumbishi au cours d'une semaine. Kirikitcho considérait par le Raiya Mutomboki comme quelqu'un qui a trahi la nation congolaise pour avoir fait alliance avec les FDLR prend sa direction vers Cirambo (village de Ziralo proche de la forêt de Cinono à l'Ouest de Ziralo) et une nouvelle coalition Nyatura et les FDLR serait à ce moment probable considérant que le Raiya Mutomboki dans ses attaques risque d'assimiler les Hutu congolais aux FDLR, du fait de parler tous le Kinyarwanda. L'arrivée de ce nouveau groupe dans le groupement de Ziralo et les hauts plateaux de Kalehe crée une nouvelle dynamique dans la dimension intercommunautaire des conflits qui déchirent le Territoire de Kalehe. Des craintes des abus des groupes armés qui déboucheraient par des affrontements intercommunautaires ou de massacres ciblant des membres des communautés ethniques. Heureusement, qu'actuellement certains actes posés par ces GA semble aller dans le sens d'éviter ce dérapage. A titre d'exemple, à Lumbishi, le samedi 9 juin, 35 personnes de la communauté Batembo pris en otage par le Nyatura ont été libérées deux jours plus tard à la grande satisfaction des membres de leur communauté. A l'arrivée de Raiya Mutomboki dans le village Chambombo le jeudi 14 juin, les éléments de ce groupe ont tenu une réunion avec les Tembo et Hutu, ici ils ont rassuré les hutu congolais qu'ils ne seront pas inquiété et qu'ils doivent se désolidariser avec les FDLR, le seul groupe poursuivi par le Raiya Mutomboki. L'avancée de ce dernier dans les hauts plateaux de Ziralo pousse les Nyatura de l'Ouest à l'Est, proche de la route Kalehe –Minova. Cette partie étant abandonnée par les FARDC déployés en renfort contre le M23 dans le Nord-Kivu. C'est ainsi qu'il est signalé l'arrivée de Nyatura dans les villages environnant Katasomwa, dans le groupement de Mubugu et Bushaku dans le groupement de Mbinga sud. Les membres des différentes communautés ne sont pas du tout rassurés par ces signons et promesses, ainsi on assiste à des tensions intercommunautaires à Numbi, Bushaku, Katasomwa et Nyamugari et depuis ce temps à un mouvement de déplacement de la population de Ziralo et hauts plateaux de Kalehe sur l'axe Kalehe-Minova. Cette situation vient de provoquer les déplacements de 6583 ménages dans les deux dernières semaines, ce qui ramène le nombre des ménages déplacés sur cet axe à 19286 ménages au 20 juin 2012.

7. CARACTERISATION DES GROUPES ARMES DANS LES TERRIOIRES DE KALEHE ET DE WALIKALE EN PROVINCES DU NORD ET SUD KIVU

Les FDLR sont réputés être la première cause de l'insécurité dans la zone. Ils sont répartis en petits groupes dispersés et mobiles : Etat major d'Ekingi et base de Mangaa et Lukanga (groupement de Kalima) ; Etat major de Lushenyi et base de Bisisi (groupement de Kalonge) ; Etat major de Lukaraba, Karebe, Shario, Biriko, Busurungi et Bases de Kilembo, Kiuli, Niamimba (dans Walikale). D'autres groupes armés sont devenus plus nombreux qu'en 2008. Si certains sont d'anciens éléments FARDC mécontents de leur traitement au sein l'armée nationale (non prise en compte de leurs grades, non attribution des fonctions,...) comme par exemple le groupe Nyatura (HP Kalehe) ; d'autres sont par contre des groupes armés d'autodéfense organisés pour combattre les FDLR en marge des instructions officielles (ex. Raia Mutomboki à Shabunda). D'autres encore sont juste de petits groupes organisés pour des intérêts souvent mal connus (ex. Col. Kom à Nindja-Kalonge).

Le tableau ci-après présente les différents groupes armés tels que répertoriés par nos sources au cours de l'année 2011

Tableau 1 : *Identification, localisation et collaboration entre groupes armés*

Noms du commandant	Localisation, villages sous contrôle	Unité/état major	Estimation des effectifs	Collaboration avec les FDLR	Collaboration avec d'autres GAC	Groupes ethniques qui composent GAC	Observations
Général DELPHIN MBAENDA (chef du Mai-Mai Kifuafua)	Mianga, dans la localité de Busurungi en groupement de Walowa Loanda, territoire de Walikale et déploie à Umura dans Ufamandu, Bunyamwassa, Butwashenge et une partie du village Malembe.	Etat major général à MIANGA	±330 éléments	Il collabore avec les FDLR se partagent les produits collectés dans les marchés sous leur contrôle (lukaraba et autres petits marchés de la zone. ils exploitent les carrés miniers en commun en cors et s'invitent mutuellement dans des réunions de sécurité qu'ils tiennent.	Il collabore avec LIMENZI, JEREMIE, MONGELE et KIRIKICHO.	A majorité tembo, et peu de nyanga et Hunde. Le groupe armé est piloté par le tembo.	Commandant division de tous les GAC opérant dans le groupement de Walowa-Loanda et Bakano nommé par élection. il contrôle une grande partie du territoire de Walikale et ne collabore plus avec le générale CHEKA suite à la lutte de leadership des groupes armés opérant dans ce Territoire.
Col. LIMENZI KAKONGA	VILLAGES : Mianga, dans la localité de Busurungi en groupement de Walowa-Loanda, territoire de Walikale.	Idem	Idem	Idem	Idem	A majorité Batembo	Cmd 2 nd du général Delphin MBAENDA
Col. Jérémie	MALEMBE, en groupement de Walowa-Loanda, territoire de Walikale Il déploie dans le village de Kando, Musenge brazza et miere.	Etat major général à MALEMBE	± 110 éléments	Il collabore étroitement avec les FDLR	Il collabore avec le Gén. Dolphin MBAENDA, Col. MONGELE et Col. LIMENZI.	Batembo à majorité et bahunde, ...	Il est actif dans la collaboration avec les FDLR et réprimandé chaque fois par ses collègues de s'être trop exposé aux FDLR
Col. MONGELE	Bunyamwissa, localité de Busurungi et qui déploie dans toute la localité de	Etat major général à BUNYAMWISS	82 éléments	Collabore avec les FDLR	Collabore avec général DELPHIN, LIMENZI.	Nyanga, tembo, Hunde,	

	Busurungi dans Walowa-Loanda	A					
RAIYA MUTOMBOK I ⁶	Nzovu, en Territoire de Shabunda.	Etat major général à NZOVU	± 270 éléments	Pas de collaboration avec les FDLR (ils les attaquent régulièrement)	Il ne collabore pas avec les GAC qui ont des traits de collaboration avec les FDLR	REGA	Il déploie dans la limite entre le groupement de KALONGE, territoire de Shabunda et dans la chefferie de Nindja
Col. Janvier	Groupement LUBERIKE, secteur Wanianga. il déploie dans tout le groupement de Lubereki	Chef lieu du groupement de LUBEREKI	±158 éléments	Ne collabore pas régulièrement avec les FDLR	Collabore avec le gén. CHEKA, col. janvier, Général DELPHIN, ...	Nyanga, quelques tembo, Hunde,...	Les recherches sur sa localisation exacte sont en cours.
Col. BIRIKOLIKO	Isangi dans le groupement Bakano Groupement de Walowa-Loanda, en territoire de Walikale	Etat major général à ISANGI et fait des mouvements d'Isangi vers Otobora.	± 70 éléments	Il collabore avec les FDLR	Collabore avec la Force de Resistance Congolais du Rév. Côme à Kalonge et le Raiya Mutomboki	Banyanga, tembo, Hunde, Bakano,....	Il fait des mouvements (tantôt dans le groupement de Kalonge, , dans Shabunda et dans le groupement de Walowa-Loanda.
Gén. KIRIKICHO MIRIMBA	Groupement de Ziralo, dans la forêt de Bushema (entre le groupement de Mubugu, Walowa Loanda (territoire de Walikale) et dans le groupement de Ziralo.	Etat major général Bushema.	± 180 éléments	Il collabore avec les FDLR et le groupe NYA NTURA.	Il collabore avec le groupe armé du col. CHEKA et de Delphin MBAENDA..	Les Batembo, Bahunde et Hutus. les Batembo sont majoritaires.	Actuellement il fait des mouvements avec les éléments de Nyatura après avoir été attaqué par les FARDC à plusieurs fois.
Rév. KOM	CIBINDA, dans le groupement de Kalonge, territoire de Kalehe	Cibinda dans Kalonge. Il déplace se dans les villages de Mbesi et kashee (territoire de Shabunda), cinene	± 95 éléments (Il est pour le moment faible certains de ses éléments l'abandonnent	Etroite collaboration avec les FDLR (taxe partagée dans les marchés sous leurs contrôle, état major en proximité et tiennent des réunions	Il collabore avec le groupe armé du Col Birikoriko opérant dans le groupement de Bakano en territoire de Walikale et collabore avec le	Les Bashi, les tembo et les Nyanga.	Il a été poursuivi par les éléments de Raiya Mutomboki pendant son attaque contre les FDLR au cours du mois d'octobre 2011.

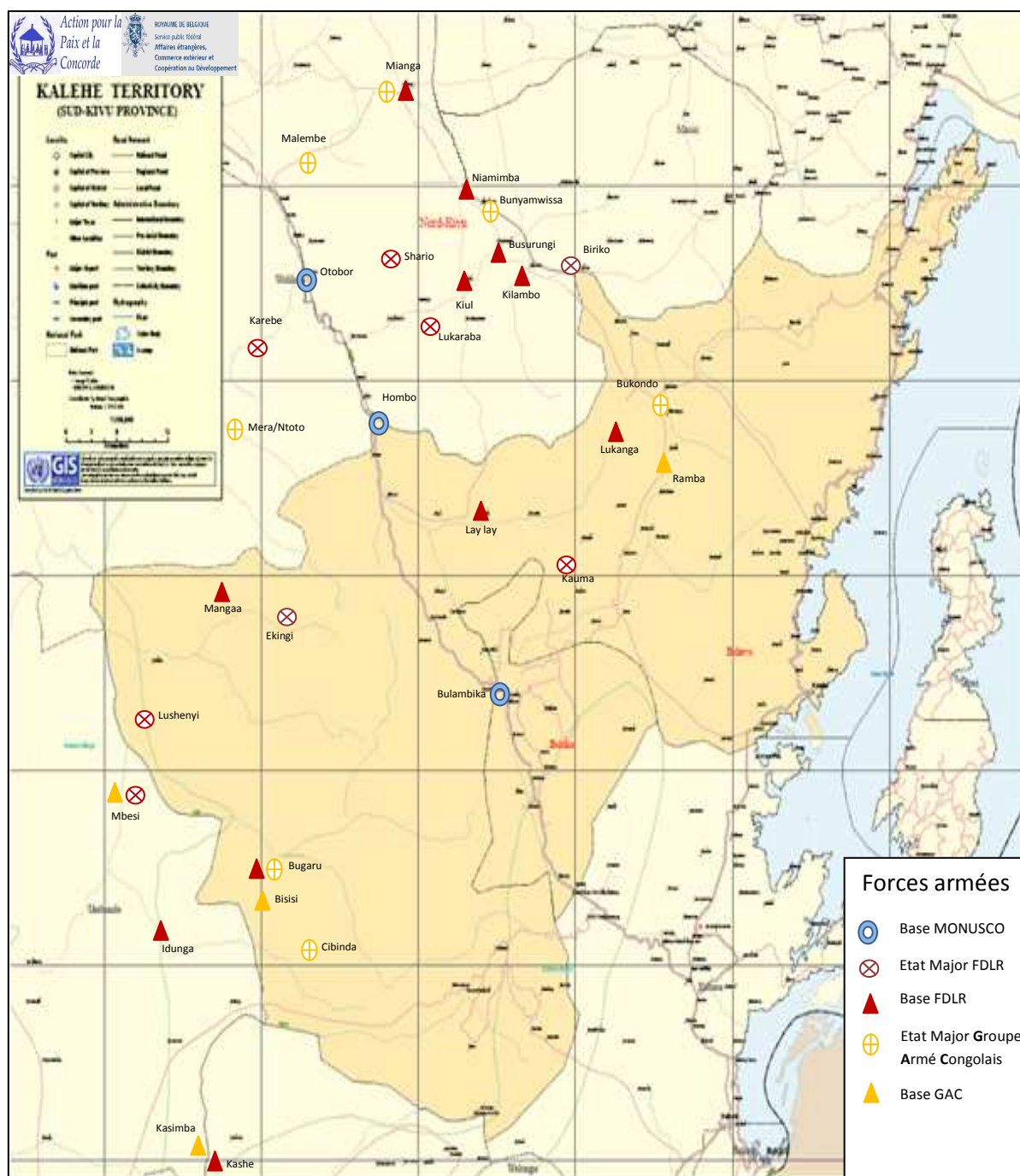
⁶ Ce groupe, bien que non structuré a vite pris extension de Shabunda-Kalonge-Bunyakiri-Walikale et Masisi. C'est le groupe qui a actuellement plus d'adhésion populaire, surtout des jeunes, du fait d'être à mesure de pourchasser les FDLR et leurs dépendants malgré les représailles qui s'en suivent.

		(groupement de Kalima, en territoire de Kalehe)		communes...	Maï-Maï Yakutumba du Territoire de Fizi.		
Col. AKILO AKILIMALI	MERA / NTOTO, en groupement de Walowa-Uroba, territoire de Walikale. il déploie dans la majorité des villages de ce groupement.	Etat major général : Mera/Ntoto	± 150 éléments	Pas de collaboration avec les FDLR depuis longtemps	Groupe autonome ; pas de collaboration avec d'autres groupes armés. Il s'affronte chaque fois avec les éléments du Général CHEKA suite au conflit ethnique.		Exploite le carré minier de Mera où il exploite l'Or, cassitérite et le coltant. Le conflit qui les oppose est du à la tuerie du mwami de nyanga par les bakusu.
Gén. CHEKA	Il est basé au chef lieu du groupement d'IHANA et déploie dans le village de Mutakato, Mpofi et dans tout le groupement d'Ihana	Etat major général au chef lieu du groupement d'Ihana	± 450 éléments	Il ne collabore pas avec les FDLR et les attaquent pour le moment.	Il collabore avec les autres groupes, sauf le groupe armé Du Col. Akilo et le Gén. Délphin Mbaenda.		Il est actuellement en conflit avec le col. Akilo Akilimali suite à l'exploitation des carrés miniers de cette entité et le conflit ethnique qui les oppose de puis longtemps

Commentaire :

Le contexte étant très mouvant, les données de ce tableau sont à titre indicatif (reflète la situation de mars 2012). Ces informations peuvent permettre une analyse approfondie des alliances entre GA qui sont souvent circonstancielle et fragile. Il en est de même de positions de ces groupes qui changent de temps en temps.

Carte 3: Localisation des forces armées sur l'axe Bunyakiri en Territoire de Kalehe et Walikale, Aout 2011



7.1. Commentaire général sur la recrudescence des groupes armés

A la lecture de ce tableau, il ya lieu de dégager plusieurs constats. Tout d'abord, on assiste de plus en plus à une augmentation du nombre de groupes armés. Cette augmentation s'analyserait d'une part comme la résultante d'un sentiment d'insatisfaction des dirigeants qui animent certains groupes armés ; beaucoup d'entre eux étant le fruit de désertion ou de défection pure et simple des FARDC et d'autres étant le fruit de la dissension entre des groupes armés. D'autre part, et cela renchérit sur la première idée, la création de groupes armés ressort depuis les années 2008 comme une sorte « d'effet de mode », certains officiers qui les créent prétendant qu'il s'agit d'un moyen de pression pour attirer l'attention de l'Etat et ainsi obtenir plus de faveur au sein des institutions ou dans l'armée. Des exemples inspirateurs sont, pour les Nord et Sud Kivu, l'élévation aux fonctions et grades supérieurs des anciens leaders des GA au sein des FARDC comme fruit de leur intégration.

Au-delà de ces raisons, le traitement inégal des militaires issus des groupes armés (trop de préférence pour certains et relativisation d'autres), le maigre salaire qui arrive souvent aussi en retard, la non reconnaissance des grades de certains officiers, ...sont autant d'éléments qui motivent la recréation des GA pour un souci de positionnement politique. Et c'est là que surgit le questionnement si dans ce cas l'armée est toujours composée des personnes acquises à la défense de la Nation ou carrément des personnes acquises à leur propre cause. C'est ce qui fragilise même, assez souvent, les opérations militaires contre les ennemis, les soldats n'étant pas prêts à passer les intérêts de la nation au premier plan et privilégiant au contraire leur vie et leur confort.

Un autre constat est de celui des zones géographiques où se développent les différents groupes armés. En effet, le territoire de Walikale semble le plus privilégié suivi par celui de Shabunda avant de parler de Kalehe. On peut en déduire que cela est justifié non seulement par les potentialités minières de ces zones avec l'idée que le contrôle des carrés miniers ou l'activité minière en général permet à ces GA de financer leurs mouvements. Une autre raison repose sur le fait que ces zones sont forestières et que les GA peuvent s'y cacher facilement. Par conséquent, ils ont la chance de s'organiser sans craindre un anéantissement par les FARDC. En plus, sur le plan des effectifs, les FARDC sont faiblement présents dans ces zones qui restent aussi peu accessibles. Ainsi, les FDLR par exemple en profitent pour contrôler les marchés, vendre leurs produits forestiers, acheter des produits manufacturés et dans certains endroits, ils imposent des taxes aux populations civiles comme nous le verrons plus bas.

Même si l'on ne peut pas justifier la nuisance par le seul nombre d'éléments, on constate que les chiffres des GA ne sont pas d'allure à faire trembler une armée. Au contraire, on doit savoir que plus un groupe armé est jeune avec de faibles effectifs, plus il est enclin à se déployer assez souvent pour distiller son idéologie afin de mobiliser les gens à le rallier et plus il développe des mécanismes plus agressifs pour attirer l'attention. On voit que dans le présent contexte on va de 70 éléments (GA Birikoliko) à 450 éléments (Mai Mai Cheka) qui malgré leur nombre réduit n'arrivent pas à être démantelés par les FARDC. La question de savoir si réellement des opérations musclées à l'égard de ces groupes armés se font réellement

ou s'il existe une volonté pour leur anéantissement, se pose. Sinon, rien ne peut expliquer l'échec d'une armée organisée, bien équipée et motivée devant de petits groupes armés qui ne pourraient résister plus d'une semaine avant d'être anéantis.

Au niveau de la collaboration, certains GA collaborent avec les FDLR tandis que d'autres leur sont farouchement opposés. Cela s'observe surtout dans les territoires de Shabunda et de Walikale où l'on assiste à des scènes d'affrontements inter-GA au point de provoquer des déplacements massifs des populations civiles. Depuis le dernier trimestre 2011, avec l'avènement du groupe d'auto-défense Raiya Mutomboki qui avait pris racine dans le territoire de Shabunda et s'étendu dans Kalehe et Walikale Raiya Mutomboki composé principalement des jeunes est engagé en dehors de tout mécanisme du pouvoir en place dans la chasse aux FDLR. Cette nouvelle dynamique portée par les communautés locales met fin en grande partie à la collaboration entre FDLR et la population locale dans certains villages et ouvre le chapitre des massacres en grande échelle des populations civiles par les FDLR comme décrit ci-haut. Les dégâts humains et la crise humanitaire que cela occasionne aujourd'hui restent très préoccupants. Bien que d'une part les chiffres des FDLR et leurs dépendants tués pendant les opérations des Raiya Mutomboki depuis décembre dernier ne soient pas disponibles, d'autre part plus des centaines des civiles ont déjà été massacrés en territoires de Kalehe, Walikale et Masisi par les FDLR dans des conditions inhumaines au cours du dernier trimestre. Pendant ces représailles, plus d'une septantaine des civils ont été aussi gravement blessés et des villages entiers incendiés.. Cela est à la base d'un déplacement massif des populations ;

Enfin, on assiste à une intégration des groupuscules dans d'autres plus grands comme par exemple ceux du Col. Moseka Kakalange, le Lt col. Patrick et le Col. Matata, dont une partie se serait intégrée au Mai-Mai Kifuafua et une autre s'étant rendue aux FARDC. Le Groupe armé du Général Kirikitcho basé dans le Groupement de Ziralo principalement dans la forêt de Chinono est resté actif malgré ses premières tentatives à rallier les FARDC. Si certains éléments de ce groupe furent intégrés fin 2010, d'autres ont hésité, justifiant cela par l'incertitude de leur position au sein de l'armée nationale. Au cours du mois de novembre 2011, avec les multiples attaques des FARDC contre ce groupe et le Nyatura dans la même zone, Kirikitcho avait finalement accepté la coalition avec le Nyatura.

7.2. Montée de l'insécurité et stratégie de survie développées par les populations civiles

D'après les informations recueillies par l'Organisation de la Coordination des Actions Humanitaires (OCHA), il semble que jusqu'au premier semestre 2011, la tendance était plutôt au retour des déplacés de 2008-2009, bien que des déplacements isolés continuaient d'être signalés sur la même période. Le retrait des unités FARDC depuis Mars/Avril, a provoqué un regain d'activité des groupes armés avec une extension des zones d'insécurité continue. Dans ce contexte de violence généralisée, la distinction entre « zone de d'accueil », « zone de déplacement » et « zone de retour » ne semble plus opératoire puisque ces phénomènes se superposent et s'entremêlent. En effet, il arrive que les populations se déplaçant pour fuir les violences ou pour retourner dans leur milieu d'origine, soient de nouveau attaquées dans leurs zones de déplacement. Ce qui provoque des mouvements de déplacement à répétition et les populations d'accueil deviennent à leur tour des déplacés. Pour illustrer ce phénomène, prenons l'exemple des centres de Hombo (Nord et Sud) qui accueillent habituellement les déplacés fuyant les zones insécurisées de la périphérie. Cette agglomération a elle-même été la cible de pillage le 16 Juillet 2011, de sorte qu'elle s'est temporairement vidée d'environ 80% de leur population. Outre les menaces de retour des assaillants dans ces centres, plusieurs attaques (pillage, viol, enlèvement) auraient eu lieu dans les zones alentours au cours de la période qui a suivi (entre fin Juillet et début Aout), notamment dans le Groupement de Mubuku à proximité de l'axe principal Hombo-Bulambika. Dès lors, les populations qui venaient de fuir ces centres comptaient inéluctablement parmi les victimes.

Face à la permanence et à l'omniprésence de la menace, et devant affronter des conditions de vies extrêmement difficile dans les milieux de déplacements, les civils développent différentes stratégies de survie. Celles-ci convergent à retourner dans le milieu d'origine ou les activités agricoles permettent de réduire l'insécurité alimentaire malgré l'important risque de pillage. Les résultats de la mission d'évaluation multisectorielle organisée par OCHA⁷ à la suite des pillages de Hombo Nord et Sud a confirmé l'existence de la multiplicité des situations et types de déplacement. Le déplacement partiel consiste à s'installer dans une zone à mi parcours entre le milieu de déplacement et le milieu d'origine pour pouvoir exploiter les champs quelques jours de la semaine ; le déplacement pendulaire correspond à retourner dans le milieu d'origine et se déplacer tous les soirs vers des localités voisines jugées plus sécurisées; le déplacement de courte durée revient à retourner rapidement dans son milieu malgré la présence des FDLR quitte à se conformer à leurs conditions et/ou à passer la nuit en brousse et/ou à développer des mouvements de fuite rapide lors de perception de dangers.

⁷ Mission Inter-Cluster sur les axes Bulambika-Maibano, Bulambika-Karasi-Chigoma (territoire de Kalehe/Sud Kivu), et Hombo-Chambucha-Itebero (Territoire de Walikale/Nord Kivu), du 8-12 août 2011

7.3. Traque des FDLR et son implication sur la population civile

Pour des raisons de protection et de stratégies militaires, les FARDC cherchent à empêcher tout contact entre populations civiles et groupes armés, qui sont majoritairement les FDLR et dans une moindre mesure, les groupes armés congolais comme le Mai-Mai Kirikitcho, le Mai-Mai Cheka, ... Ainsi, les militaires enjoignent aux civils de ne pas regagner directement leur milieu d'origine et de ne pas participer à des activités économiques impliquant les FDLR. Ces populations se retrouvent donc dans une situation extrêmement compliquée puisqu'elles n'ont plus l'opportunité de cultiver leurs champs, ni de développer des activités génératrices de revenu et dans la plupart des cas l'aide humanitaire est inexistante, insuffisante ou tarde à arriver. Cela étant dû en parti à la difficulté d'accès et à l'insécurité dans ces zones, malgré le dispositif de Réponse Rapide aux Mouvement de Population (RRMP) dans lequel les organisations AVSI, CICR, IRC sont investis. Ces populations abandonnés à leur sort, recherchent des alternatives, des mécanismes de survie et sont de fait enclin à collaborer indirectement avec les FDLR. Cette collaboration est principalement liée à des échanges commerciaux mais ne consiste pas forcément en un dévoilement des positions et/ou des effectifs probables des FARDC.

Toutefois, cette situation augmente la méfiance des FARDC envers les civils suspectés d'être en intelligence avec les FDLR, de collaborer avec l'ennemi. Ainsi les contrôles s'intensifient et se durcissent accompagnés d'une nette augmentation des tracasseries avec des violations multiples : les contrôles d'identification sont fréquemment accompagné de rançonnement et des cas d'agression physique grave, passage à tabac au niveau des barrières érigées. Ainsi pour ces militaires FARDC souvent impayés ou recevant un solde faible, ces activités de contrôle sont également l'occasion de prédation envers la population. La hiérarchie militaire, les services de renseignement et les autorités locales seraient régulièrement informés voire impliqués dans ces opérations. On observe que ces barrières sont le plus souvent placées à des points de circulation stratégique (comme le pont Hombo, passage entre Nord et le Sud Kivu au niveau d'Hombo) mais le plus souvent à proximité des marchés. Encore une fois l'objectif de viser ces marchés reste double : s'assurer d'un gain économique en rançonnant les commerçants mais également avoir une action de dissuasion et de sanction envers les civils développant des activités économiques avec les FDLR et autres groupes armés. Le cas de d'imposition d'un couvre feu avec la mise en place de patrouille nocturne comme stratégie de protection a été mal accueilli par les populations puisque les personnes trouvées fautives se sont vu emprisonnées et obligées de payer d'importantes sommes d'argent pour être libéré.

Ainsi les populations civiles souffrent de ces violences et stratégies imposées par les FARDC, ne leur laissant pas de possibilité de subvenir à leurs besoins. La nature de la relation entre les militaires de l'armée nationale et les civils est ambiguë entre prédation et protection comme c'est le cas pour les groupes armés. Déjà en 2010, après avoir constaté que les relations civils-militaires se détérioraient, APC avaient organisé une série de journées de réflexion impliquant les autorités militaires, policières, autorités politico-administratives et coutumières, des représentants de la société civile et d'autres acteurs locaux tant en Territoire de Kalehe qu'en Territoire de Walikale (Hombo Nord). Les militaires présents à ces rencontres s'étaient engagés à ne plus tracasser les populations civiles et avaient demandé que ces dernières rompent leur collaboration avec les FDLR. La mise en place des comités mixtes de médiation aura été l'un de grands résultats de ces rencontres. Cependant, les incessantes

relèves militaires ont contribué à affaiblir la dynamique avant que les Comité de Dialogue et de Médiation récemment mis en place en 2010 et 2011 aient repris la situation en mains.

Toutefois, il faut noter une mauvaise interprétation de la collaboration entre civils et groupes armés. En effet, plusieurs champs des civils se trouvent dans des zones sous contrôle des GA, des centres commerciaux sous contrôle des FDLR (ex. Marché Lukaraba à Walikale) se trouvent par exemple dans des zones non couvertes par les FARDC, les activités minières s'opèrent souvent dans de vastes forêts et de tout cela, les civils qui bravent les obstacles sont suspectés. Les populations civiles expliquent leur bravoure par le fait qu'ils n'ont plus d'autre choix, ils acceptent de courir des risques que de laisser leurs familles mourir de faim. D'ailleurs, beaucoup de femmes affirment qu'elles ne peuvent pas raconter tous les obstacles qu'elles rencontrent, tout ce qu'on leur fait subir car, disent-elles, c'est tout simplement insupportable. C'est pour rétablir la confiance que l'asbl APC est fortement impliquée en même temps dans des rencontres de plaidoyer pour la protection des civils auprès des instances politiques, administratives et militaires depuis 2010. Ces actions de plaidoyer s'accompagnent par les formations sur le Droit Humanitaire International et le code pénal militaire à l'endroit des autorités politico-administratives et militaires. L'impact de ces actions devrait être renforcé en tenant compte des mouvements militaires intempestifs dans les différentes zones.

Un autre aspect réside dans la faiblesse est l'insuffisance numérique des éléments FARDC. En effet, qu'il s'agisse des FARDC ou de groupes armés, la relation implicite entre forces armées et population s'articule autour de la protection : taxes illégales et tracasseries sont acceptées contre la garantie d'une protection. Or dernièrement, il est manifeste que ce sont les groupes armés qui ont l'initiative et ont la capacité de lancer des offensives d'envergure, des attaques contre des centres et même des villes sous contrôle des positions FARDC plutôt que l'inverse. L'attaque de Hombo Nord et Hombo Sud simultanée dans la nuit du 16 Juillet 2011 en est une preuve. Bien qu'il y ait des positions FARDC et la présence d'une base MONUSCO, cela n'a pas dissuadé les FDLR qui avaient planifié, préparé et informé de leurs intentions de pillage. Cette attaque aurait été menée par plus ou moins 290 éléments (combattants et dépendants inclus) provenant de différents milieux sous le commandement exclusif d'un colonel. Il y aurait eu plus de 350 habitations et commerces pillés, plusieurs femmes violées⁸ et une trentaine de personnes emportées comme transporteurs des biens pillés avant d'être libérées le lendemain au niveau de Lukaraba. Suite à l'intervention tardive de militaires, il y aurait eu 8 morts : un civil, un militaire FARDC et 6 éléments FDLR. Cette opération de relative envergure atteste des fortes capacités de nuisance des FDLR avec un réseau de communication, une coordination et une chaîne de commandement opérationnels. Il semble qu'il n'y ait pas eu de mise en difficulté de cette capacité de coordination d'unités dispersées dans différentes zones qui communiquent entre elles, leur permettant de s'unir ponctuellement pour des opérations de plus grande ampleur. Ainsi avant l'attaque de Hombo, il y avait eu de nombreuses rumeurs et le marché de Lukaraba, état major des FDLR, situé à une dizaine de Km à l'Est de Hombo, n'était plus fréquenté depuis quelque temps. De même

⁸ La mission d'OCHA aurait établi que selon le Chef de Poste d'Encadrement Administratif (CPEA) de Hombo Sud il s'agirait d'environ 100 femmes violées. Ce chiffre n'a été confirmé par aucun autre acteur. Selon IMC, le Centre de Santé d'Hombo Sud, et un centre d'Ecoute local, 5 à 8 femmes se seraient présentées dans les structures de prise en charge dans les heures et jours qui ont suivi l'attaque.

l'ANR avait enregistré des mouvements de troupes avec une concentration d'éléments FDLR à proximité de ces centres avant l'attaque. Cette désinvolture et supériorité se reflète dans les modes opératoires des FDLR, qui ont une stratégie de terroriser la population en envoyant des lettres de menace d'attaques à venir ciblant des individus en particulier ou des villages entiers. Suite aux pertes enregistrées au cours du pillage d'Hombo, ils auraient promis de se venger en menant prochainement des attaques dans les zones sous contrôle FARDC notamment sur l'axe Hombo-Bulambika. Ainsi ces menaces provoquent régulièrement d'importants mouvements de population. A la suite des pillages, les FDLR emportent quasi systématiquement des civils pour qu'ils les aident à transporter les biens pillés puis les relâchent rapidement (24 h, deux, trois jours). Les cas de lettre de menace transmise à la population sont donnés à ces otages lors de leur retour dans leur milieu. Les civils sont également utilisés pour guider et informer ces rebelles et parfois même pour leur servir d'éclaireur afin de s'infiltrer dans les villages qu'ils vont piller. De telles pratiques renforcent les suspicions envers les civils qui ont été contraints de servir les intérêts de ces FDLR. Ainsi, il arrive que les personnes ayant eu un contact soient tracassées par les FARDC (agression, emprisonnement, rançonnement). Cela peut constituer un obstacle pour les initiatives de sensibilisation des FDLR au rapatriement volontaire du fait de briser tout contact entre FDLR et population locale. Par ailleurs, les FARDC considèrent tout contact de la population civile avec les FDLR comme occasion de renforcement de ces derniers en différents produits de première nécessité et de ce fait une façon d'appuyer l'ennemi.

Entre temps, les conséquences humanitaires s'aggravent dans la zone. Au-delà des massacres, des violences sexuelles, de la malnutrition, de l'accès difficile des enfants à l'école et de la paupérisation de la population locale, nous présentons sommairement la situation du déplacement chronique des populations avec des retombées graves dans certaines entités administratives.

Dans les groupements de Mubugu, Kalima et la collectivité chefferie de Buloho les populations n'accèdent plus aux espaces cultivables, craignant les enlèvements et massacre des FDLR, ce qui les oblige de se déplacer le long de la route nationale 3 dans les centres commerciaux près des éléments FARDC. Ainsi, des milliers de ménages fuyant les exactions des FDLR sont dans les centres de Bitale, Bulambika, Kambale, Kamananga, Kambegeti, Mashere, Irangi, Hombo Sud et d'autres ont pris la direction de Bukavu. Dans la collectivité chefferie de Buloho, groupement de Mubugu, certains déplacés pendulaires passent la nuit à la belle étoile afin de surveiller les éventuelles attaques des FDLR.

Dans le groupement de Kalonge, depuis les attaques de Raiya Mutomboki contre les FDLR et les représailles de ces derniers sur les populations civiles environ 13000 ménages provenant de Shabunda et les villages de Kalonge comme Bisisi, Cibinda, Chaminunu et Fendula sont installés dans les villages de Cifunzi et Rambo dans le même groupement.

L'extension du phénomène Raiya Mutomboki de dans le Territoire de Masisi et dans le groupement de Ziralo vient de provoquer un autre vague de déplacement au cours de ce premier semestre 2012. Ce qui fait que sur l'axe Kalehe-Minova, plus de 12000 ménages viennent de s'ajouter sur les déplacés de depuis 2009.

Dans la partie Nord du Territoire de Walikale, les populations du groupement de Walowa-Lwanda et de Bakano, prennent la direction d'Otobora, Musenge, Itebero, Walikale centre et d'autres vers Hombo Nord et Sud.

A titre d'exemple, selon le rapport humanitaire de OCHA Sud-Kivu du 22 mai 2012, les déplacés en Territoire de Kalehe représentent 35% du total de la population déplacée interne

dans la province du Sud-Kivu, estimée à 856000 personnes déplacées, ce qui signifie que Kalehe est le plus touché par ce mouvement de population.

Ces déplacés sont généralement dans de conditions très difficiles. Sur l'axe Kalehe-Minova, depuis le début de l'année environ 2300 ménages seulement viennent de recevoir la première assistance humanitaire ce mois de juin courant. Des milliers de ménages sans abris, sans nourriture, sans accès aux soins de santé. Dans ce contexte, si les organisations humanitaires interviennent dans les limites inférieures de besoins de déplacés; le gouvernement de la RDC par contre semble ignorer que la protection et la prise en charge des déplacés sont sous sa responsabilité principale. Presque tous les déplacés rencontrés déclarent n'avoir jamais reçu même une visite physique du gouvernement provincial du Sud-Kivu. Malheureusement, les solutions durables au problème de déplacement à l'Est de la RDC sont loin d'être trouvées maintenant un cycle de violences avec des conséquences graves sur les populations civiles pendant plus d'une quinzaine d'années.

7.4. Fonctionnement, activités socio-économiques des Groupes Armés et méfiance dans relations entre populations civiles et FARDC.

Tous les groupes armés présents dans ces territoires survivent sur le dos des populations en plus des activités minières et agricoles dans lesquelles ils sont impliqués. Les FDLR comme les autres Groupes armés congolais sont impliqués dans les prélèvements des taxes illégales sur les populations, des arrestations dans les zones qu'ils contrôlent,... Les pillages et autres extorsions des biens font partie de leurs activités de survie. Les FDLR font particulièrement figure de proue dans ce domaine.

En effet, l'analyse des FDLR ne pourrait occulter l'aspect économique et social avec la présence des dépendants : femmes, enfants et hommes civils accompagnant les combattants FDLR. Ces groupes armés, outre les activités guerrières, d'attaque, d'enlèvement, et de pillage, développent également des activités économiques, notamment la production et commercialisation de produits alimentaires (exploitations agricoles et braconnage puis viande boucanée). Actuellement, les FDLR développeraient des activités agricoles cultivant les haricots, maniocs, amarante, patates douces, chanvre ainsi que l'élevage des petits bétails (poules, canards). Ils exploiteraient également les palmiers à huile abandonnés par les propriétaires déplacés. Les FDLR fréquenteraient les marchés pour commercialiser leurs produits et se procurer ce qu'ils ne peuvent produire auprès des civils comme le sel, le savon, le riz, les poissons salés, les cigarettes et autres biens manufacturés. Le cas du marché de Lukaraba contrôlé par les FDLR, dans le Groupement de Walowa Loanda est édifiant sur la dynamique existant entre FDLR et civils. Les FARDC auraient tracassé les commerçants en imposant un contrôle très sévère avec la perception de taxes systématiques au niveau des barrières érigées aux entrées et sorties si bien qu'il y aurait eu arrêt total des activités en date du 26 Février 2011. Or les populations vulnérables du milieu (déplacés et familles d'accueil) auraient réclamé la réouverture du marché à maintes reprises, se plaignant de l'absence d'opportunité de se procurer des denrées alimentaires. Depuis le 15 mai 2011, le marché de Lukaraba aurait été réouvert par les FDLR, suite à la présence moindre des unités FARDC dans la zone. La population des environs (Chambucha, Kampara et Hombo Nord) participerait dorénavant aux activités de ce marché sans être tracassée sur le chemin du retour.

Dans le Groupement de Kalonge, des dépendants FDLR gèreraient différents commerces, restaurants, cafétérias dans le marché de Bugaru.

Certains éléments FDLR exploiteraient aussi différentes ressources minières - qu'ils vendraient à des intermédiaires se rendant vers Goma ou Bukavu - telles la cassitérite, l'or, le coltan, la tourmaline. Le tableau ci-après présente les carrés miniers sous contrôle des FDLR.

Tableau 2 : les carrés miniers sous contrôle des FDLR

Non du carré minier	Lieu/territoire	Type de minerais	Estimation du taux de production	Lieu d'écoulement
Carré minier de Busurungi	Groupement Walowa-Loanda, territoire de Walikale	Tourmaline	± 100 g/semaine	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier d'ISANGI	Village D'Ibondo, groupement Bakano Territoire de Walikale	Cassitérite	1000kgs/ semaine	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier APIPA	Village Isangi, groupement de Bakano territoire de Walikale	Colta	50kgs/semaine	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier de Nyabiroku	Isangi centre	Or, cassitérite et coltant	Or : 15g/semaine ; Coltant : 50kgs/semaine ; cassitérite : 600 kgs/sem.	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier de Nguba	Groupement Bakano, territoire de Walikale	Cassitérite	1500 kgs /semaine	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier d'Idambo	Groupement Bakano, territoire de Walikale	Cassitérite	900 kgs/semaine	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier de Camp Ndimu	Groupement Bakano, territoire de Walikale	Cassitérite	1200 kgs/semaine	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier Matamba	Groupement de Kalonge, en limite avec le Territoire de Shabunda	Coltant, cassitérite	Coltant : 150 kgs/semaine ; cassitérite : 2000kgs/semaine	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier D'IKOYI	Groupement Walowa-Uroba, Territoire de Walikale	L'Or	3 tólant = 30g/semaine	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier de LUTUNGULU	A la limite entre les groupements de Mubugu, Ziralo (territoire de Kalehe) et Walowa-Loanda (Territoire de Walikale).	L'or	-	Goma, Walikale et Bukavu
Carré minier de LUKANGA	Groupement de Mubugu, territoire de Kalehe	Ametiste	-	Ville de Bukavu

Source : Rapport de monitoring des membres des CDM et animateurs de terrain de APC

Commentaire :

Il est rapporté que certains commerçants congolais facilitent l'écoulement de ces minerais vers les centres de commercialisation. En plus, certains carrés sont exploités par les FDLR avec les GA, tel est le cas de Matamba (FDLR et Maï-Maï Birikoriko) et celui de celui d'Ikoyi (FDLR et Maï-Maï Akilo)

Les leaders locaux contactés estiment que l'exploitation de ces carrés miniers, le prélèvement des taxes et les pillages seraient des motifs pour lesquels les FDLR ne sont pas assez chaud pour participer au rapatriement volontaire. Il a été démontré que ce sont ces minerais qui permettent aux FDLR de s'approvisionner en munitions, en armes et en d'autres moyens logistiques étant en contact avec des opérateurs économiques venant de Goma, Bukavu et d'autres pays étrangers. Les acheteurs des minerais des FDLR passent souvent par le groupement d'Ufamandu, Territoire de Masisi et d'autres passent par le village de Numbi (haut plateaux du territoire de Kalehe), le Groupement de Ziralo et Biriko dans le Groupement de Walowa-Loanda (Territoire de Walikale) pour atteindre les carrés miniers précités.

Les autres groupes armés sont aussi impliqués dans l'exploitation des carrés miniers. D'ailleurs, des informations concordantes affirment que le leader Maï-Maï Cheka du NDC (Nduma Defence du Congo) aurait été tout d'abord un opérateur minier croulant sous les dettes avant de se convertir en leader d'un groupe armé. Le tableau ci-après présente les carrés miniers sous le contrôle du NDC.

Tableau 3 : Les carrés sous contrôle du NDC

Non du carré minier	Lieu/territoire	Type de minerais	Taux de production	Lieu d'écoulement
Carré minier de BISIE	Groupement d'Ihana, Secteur Wanianga	Bauxite et cassitérite	Bauxite : 40 tonnes/semaine	Walikale et Goma
carré minier d'OMATE	Groupement d'Ihana, Secteur Wanianga	L'or	800g /semaine = 80 tólant	Walikale et Goma
Carré minier de MUNGWE	Groupement d'Ihana, Secteur Wanianga	L'or	500g/semaine	Walikale et Goma

Source : Rapport de monitoring des membres des CDM et animateurs de terrain APC

Commentaire : Le général CHEKA exploite ces carrés miniers par moment avec les autres groupes armés tel que les FDLR selon les moments des alliances avec eux. D'autres petits carrés miniers sont exploités par ce groupe dans le fin fond des Groupements Ihana et Utunda en Secteur de Wanianga.

Dans ces carrés miniers le NDC contrôle minutieusement les creuseurs et ces derniers travaillent et produisent de l'or directement pour ce groupe. Il prélève également une taxe additionnelle sur la production, qui peut être soit 10 % de la production soit une quantité fixe d'or pendant une période de temps définie. De plus, le NDC veille à ce que les taxes coutumières soient payées aux chefs coutumiers qui le soutiennent. En échange du soutien des FDLR, le NDC accorde une exonération des taxes aux commerçants dépendant des FDLR qui tirent bien plus de profit du transport et de la vente de diverses marchandises dans les mines que de l'achat ou de l'extraction de minerais.

La SOCAGRIMINES, compagnie qui exploite la grande mine d'or d'Omate aurait conclu un accord avec Cheka contre des garanties de sécurité. Selon la population locale, les colonels Alba et Guido ont demandé aux miniers d'Omate de payer un quota hebdomadaire d'or. Les combattants peuvent vendre librement leur or entre Luvungi et Kibua, le site du Walikale où des viols massifs avaient été perpétrés par l'alliance Cheka-FDLR en juillet et en août 2011. Le NDC tire certes la plus grande partie de ses profits financiers du commerce de l'or et de l'extorsion des négociants en étain à Bisie et à la petite mine de Kanyama. Nos sources ont précisé avoir découvert que Cheka contrôle en plus un certain nombre de mines de diamant au nord de l'Osso. Avant son arrestation en août 2011, le porte-parole du NDC, Katenda, a déclaré qu'il avait vendu, pour 1 400 dollars américains à un courtier du nom d'Akilo à Mubi de l'or qui lui avait été donné par Cheka.

Le Mai-Mai Kifuafua contrôle aussi plusieurs carrés miniers dont notamment celui de Kando et Busurungi où il exploite de l'or et de la tourmaline écoulés à Bukavu et à Goma. L'APCLS et le Mai-Mai Kirikitcho sont aussi impliqués dans ce genre d'exploitation minière.

Sans être exhaustif, on voit comment toute la force économique des GA réside dans l'exploitation des minerais. Cette activité est capitale dans le financement de leur mouvement et le maintien de leurs troupes. Cela leur permet aussi de rentrer en contact avec des opérateurs économiques qui finissent par jouer un rôle capital dans l'approvisionnement en matériels logistiques voulus par ces groupes armés.

Outre cette exploitation minière, les GA, notamment les FDLR s'ingèrent dans l'administration des entités et la gestion des taxes. En effet, certaines entités administratives seraient sous contrôle des FDLR, qui imposeraient un système de taxes en contraignant les chefs d'entité d'effectuer des collectes: par exemple une contribution mensuelle de dix bidons de 20 litres d'huile de palme par village. Il y aurait également des taxes systématiques à destination des grands propriétaires de champs avec par exemple quatre bouteilles confisquées par fût d'huile de palme produit.

Ils auraient bâtie des écoles, notamment une école dénommée « Ecole Supérieur Militaire » où leurs enfants apprendraient les techniques militaires. Ils auraient des églises sous leur fonctionnement. Ils rendent également des jugements entre les partis en conflits imposant des amendes aux condamnés. D'autre part, lors de la tenue de réunions stratégiques, de gestion, ils invitent⁹ les autorités coutumières et administratives locales à s'associer à eux.

Ainsi, entre confrontation et collaboration, les interactions sont ambivalentes de sorte que les relations entre les différents acteurs ne sont pas toujours claires, laissant place à beaucoup d'interprétation de part et d'autre. Si les FARDC suspectent les populations civiles de soutenir les groupes armés, ces même civils s'étonnent de voir des attaques perpétrées dans les zones mêmes ou sont situés des positions FARDC sans que ces rebelles ne soient inquiétés accusant l'armée nationale d'avoir des arrangements avec eux. Cette hypothèse de la population rejoint en partie les confirmations du rapport des experts des Nations Unies qui démontrent qu'entre les FARDC et FDLR se sont développées des relations d'échange. Ils consistent pour les premiers des donner des munitions aux FDLR contre de la viande boucanée, des minerais, du

⁹ Cette invitation prend souvent la forme d'une contrainte et n'offre pas de marge de liberté aux autorités locales concernées. Mais cela est automatiquement à la base des suspicions entre FARDC et populations locales.

chanvre et d'autres produits forestiers (Rapport du groupe d'experts sur la République Démocratique du Congo, décembre 2011). Du côté de Hombo, on parle des bidons d'huile et de la viande boucanée qui rentrent dans ces types de relations FDLR-FARDC. Devant ces genres d'échange, la population s'étonne et considère que les FARDC jouent à la politique de l'autruche. De même, lors d'opérations de traque, des éclaireurs auraient été surpris par la timidité des militaires FARDC et leur manque de motivation, comme s'il s'agissait d'une guerre de position où le but n'est pas l'anéantissement de la force ennemie. Les populations s'offusquent également du comportement des militaires de la MONUSCO, qui non seulement n'interviennent pas à l'extérieur mais qui n'assurent pas non plus leur rôle de dissuasion. Ainsi, à la suite du pillage d'Hombo, le siège de la MONUSCO a été la cible de jets de pierres par la population qui manifestait son indignation. En effet pendant le pillage, il semble qu'il n'y ait pas eu de réaction et le pillage a commencé juste après le départ de la patrouille nocturne de la MONUSCO. Encore une fois les interprétations, rumeurs et accusations ont mis en cause le positionnement de la MONUSCO et ses relations supposées avec ces FDLR. Si après concertation, des patrouilles mixtes FARDC-MONUSCO ont pu être mises en place pour renforcer la protection des populations, il faut noter que la population n'est plus convaincue de la bonne volonté des militaires onusiens et juge leur présence comme finalement inutile.

De manière rationnelle, il y a donc moins de probabilité d'être attaqué si l'on collabore avec ces groupes armés habitant dans les zones sous leur contrôle. Néanmoins, il perdure toujours des risques puisqu'il y aurait des présomptions selon lesquelles certains éléments des FARDC continueraient parfois à adopter des comportements de groupes armés en opérant des actes de représailles sur les populations civiles en attribuant cela aux groupes armés. C'est ce qui sème parfois la confusion au sein de la population ne sachant distinguer qui est GA et qui ne l'est pas, tous portant les mêmes armes et la même tenue militaire. Le 11 Septembre dans le Groupement de Ziralo, suite à une offensive des FARDC contre les positions des Mai-Mai Kirikitcho, des biens ont été pillés et deux femmes violées sans que les auteurs et circonstances ne soient connues, après un retrait rapide des FARDC.

On note que la stratégie mise en place par les FARDC pose de nombreuses difficultés. En effet, les opérations de traque contre les FDLR avaient eu pour conséquences la recrudescence des exactions contre les civils comme représailles. Néanmoins il y avait eu des résultats positifs au sens où ils étaient isolés et commençaient à être quelque peu acculés et dispersés. Or la réforme en Régiments des FARDC est intervenue alors que la pression s'accroissait sur les unités FDLR. Les militaires ont suspendu leurs opérations et abandonné leurs positions pour rejoindre les centres de formation. Les effectifs déployés en guise de relève ont été très insuffisants de sorte que les groupes armés ont pu se reconstituer, se réapprovisionner et se redéployer.

Au Nord Kivu, dans le Territoire de Walikale voisin à celui de Kalehe, il y a dans certaines zones une entière absence des FARDC ou présence symbolique, de sorte que les groupes armés disposent d'une liberté d'action et de mouvements pouvant exercer leur contrôle sans être ennuyé par les FARDC. Lorsqu'il n'y a que la présence de la MONUSCO, seules les populations installées à proximité de la route principale jouissent d'une relative protection. Mais de manière générale, les autorités locales et populations sont de facto à la merci des groupes armés qui imposent leur autorité. Les populations sont donc contraintes de se plier aux conditions de ces acteurs et de cohabiter avec eux. De fait, dans ce contexte, les attaques

sont beaucoup plus rares puisque les richesses produites sont déjà sous contrôle des FDLR avec un système de taxation systématique. Ces mêmes éléments, lorsqu'ils doivent faire face à des opérations de traque, à des restrictions notamment accès au marché et liberté de circulation, commettent des pillages ponctuels et agissent avec plus de violence. Ainsi les opérations de traque lancées depuis Umoja Wetu, Kimia II, Amani Leo ont ciblé les FDLR et eu pour conséquences des campagnes massives d'exactions contre les civils à la fois en représailles mais aussi pour assurer leur maintien. En effet, déstabilisant les mécanismes de cohabitation imposés à la population, cela a rompu les relations et engendré une grande insécurité étant donné que les opérations de traque sont concomitantes à une insuffisance des capacités des FARDC à protéger les populations civiles. D'un côté les mécanismes de cohabitation imposée par les FDLR sur les civils peuvent difficilement être établis avec l'activité des militaires FARDC (attaques, fermeture des marchés) mais de l'autre les FARDC n'ont pas les capacités nécessaires pour assurer la protection effective des populations dans l'ensemble des zones concernées. La perspective de renforcement de la présence FARDC n'est pas toujours perçue positivement par les populations locales qui y voient une pression supplémentaire sur les FDLR sans capacité d'éradication et donc un fort risque de représailles contre elles.

7.5. Coordination des Groupes Armés Mai-Mai

Soutenir l'idée que tous les groupes armés travaillent en ordre dispersé serait une erreur. Cette conception ferait naïvement ignorer les opérations conjointes que font ces derniers dans le cadre de pillage et même pour résister contre les FARDC. L'exemple du pillage de Hombo est illustratif car il démontre comment les unités militaires des GA dispersées dans trois territoires ont pu mener une opération d'envergure en date du 16-17 Juillet 2011. Les groupes armés sont bel et bien en contact. Même si leur collaboration est souvent mitigée et éphémère, l'on voit bien qu'ils fournissent des efforts pour ne pas se nuire mutuellement. Sauf en cas de conflits d'intérêts, notamment les modalités d'accès ou de gestion d'un carré minier, des taxes d'un marché, les attaques intra-groupes armés sont de moins en moins signalés. La seule attaque qui soit connue à ce jour est celle des Rayia Mutomboki contre les FDLR pendant que d'autres GA sont réputés être parfois en collaboration avec les FDLR d'une manière ou d'une autre.

Parlant de la collaboration et la coordination entre GA, des informations en notre possession indiquent que plusieurs éléments/militaires en provenance d'Uvira environ 180 et du Territoire de Masisi (60) seraient venus vers le début du mois de juin 2011 pour rejoindre le groupe mai – mai du Rév. Côme qui se ferait appelé FRC : Force de Résistance Congolais. Certains jeunes démobilisés et déserteurs de Chaminunu collaborent avec eux. Ce groupe rassemblerait différents chefs dissidents dont les colonels Bulikoliko (chef d'EM), les col. Yusufu Mubeba Yote, Moustapha, Mapole Bulyiyamu, Kakalange. Ils seraient localisés dans la forêt de Mbesi (limite entre le groupement de Kalonge et de la chefferie de Nindja).

Pendant ce temps, des réunions de coordination stratégique sont ponctuellement organisées par les différents groupes Mai-Mai. Du 26/05 au 06/06/2011, il y aurait eu une rencontre regroupant différents chefs de groupes armés à Malembe, Groupement de Walowa Loanda. Les colonels Jérémie, Limenzi, Patrick, Mongele, Birikoriko ainsi que les généraux Akilo et

Cheka y auraient participé. Le général Kirikicho aurait été représenté par le col. Musole¹⁰. Le contenu des échanges aurait porté sur les éventualités d'une collaboration entre autre et l'attribution du poste du commandant suprême des groupes armés opérants dans les territoires concernés (Kalehe, Shabunda et Walikale). Malgré des discussions difficiles, un compromis aurait été trouvé pour nommer le général dissident Cheka à ce poste avec la nomination provisoire du colonel Limenzi comme son commandant second, division OPS. Cependant, Cheka aurait été demis de cette fonction compte tenu de ses ambitions devenues politiques à travers sa candidature à la députation nationale. Son remplacement ne fût pas connu par la suite. Il est fort évident, en effet, que cette initiative ne fut pas de longue période et n'a pas eu d'ancrage. Les groupes armés se sont arrêtés au niveau de la collaboration entre eux selon le cas, mais la coordination n'a pas continuée. Le schéma actuel de certains GA reste la prédominance de la création d'alliances avec d'autres, autour des questions ponctuelles précises. C'est le cas des contacts menés par le groupe armé Nyatura auprès du groupe armé du Général Kirikicho en octobre dernier mais qui au départ n'ont pas produit le résultat escompté. Le Nyatura seraient venu avec de l'argent, chèvres et caisses de bière pour solliciter de collaborer avec le groupe armé de Kirikicho, mais ce dernier aurait refusé cette alliance. Ils ne se seraient pas mis d'accord sur les mobiles. On peut bien comprendre cela lorsqu'on sait pertinemment bien que d'un côté les Mai-Mai Kirikicho se recrutent dans la tribu Batembo qui a longtemps été en confrontation avec les Hutu des hauts plateaux et de l'autre coté les Nyatura assimilé à l'ethnie Hutu ne sont pas loin des revendications identitaires qui ont longtemps gangrené les relations intercommunautaires dans la région. Ceci dit, le refus de Kirikicho peut se justifier par le fait même qu'en parlant de protection communautaire, ces deux groupes peuvent être considérés comme « identitairement » ennemis. Notons par ailleurs qu'il n'y a jamais eu d'affrontement entre ces deux groupes armés. Signalons qu'avec les multiples attaques des FARDC contre les deux groupes armés, qui se sont soldées par le retranchement de ces deux groupes dans la même forêt de Bushema ont conduit en fin de compte à une alliance entre les deux. Ils collaborent, ils organisent des opérations conjointes contre les FARDC mais tout en étant des groupes autonomes.

D'autres alliances sont signalées entre groupes armés congolais et FDLR et cela à travers des compromis de non agression, le partage des butins, des taxes et même des munitions.

Ces tentatives des groupes armés à pouvoir se fédérer fait présager la réapparition des groupes encore très important à l'exemple des années 2008 (PARECO, CNDP, etc.) avant la signature des accords groupes armés-Etat congolais ainsi que processus d'intégration qui a suivi. Nul n'ignore comment, jusqu'à ce jour, l'influence de ces groupes armés est restée visible au sein des FARDC malgré le fait qu'ils soient devenus sous le contrôle de l'Etat. Le clivage qu'il ya au sein des FARDC pose un problème de structuration de l'armée et appelle à des contestations pour des officiers aigris. Si ces alliances entre GA et cette coordination

¹⁰ Initié par le général dissident CHEKA, l'objectif aurait été de sensibiliser ses homologues afin d'unifier tous les groupes armés opérant dans le territoire de WALIKALE, KALEHE, et MASISI. La planification de pillage dans le centre d'Hombo Nord et Hombo sud aurait été discutée. Suite à cette rencontre des contributions auraient été exigées à la population à travers tracasserie et érection de barrières dans les entrées du village Malembe et ses environs.

réussissaient à se mettre réellement en place, on peut craindre qu'ils redéfinissent leurs revendications en allant au-delà de la simple exploitation des ressources naturelles pour inquiéter le pouvoir en place. On assisterait à un regain des attaques orientées contre les FARDC (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui) et de tentatives de prise certains centres urbains pour obliger le gouvernement à fléchir. Aujourd'hui, bien de gens se posent la question de savoir si le contexte électoral assez irrégulier auquel on a assisté en novembre dernier ne risque pas de créer des aigris tant au niveau de l'opposition que de la majorité au point que certains politiciens s'alignent vers le renforcement de ces groupes armés. Le gouvernement congolais devrait pour l'instant conjuguer des efforts avec des acteurs de la société civile qui sont engagés dans des questions de pacification et de rapprochement des communautés pour tenter de convaincre des leaders des groupes armés de rallier les FARDC. C'est le cas des initiatives longtemps menées par APC pour contacter les groupes armés afin de les persuader d'un côté à mettre fin aux exactions sur les civils et d'un autre côté à réintégrer l'armée nationale comme le démontre cette tentative de négociation avec le chef Maï-Maï Kirikitcho.

7.6. Initiatives de négociation APC-MONUSCO-FARDC avec le groupe armé Kirikitcho

Les tentatives peuvent échouer ou ne pas arriver aux résultats escomptés, mais l'on voit une nette implication de certains acteurs pour suppléer aux mécanismes initiés par l'Etat congolais dans l'intégration des GA. APC est un exemple illustratif. Si cette ONG locale est impliquée dans la Transformation des conflits, la cohabitation pacifique ou l'amélioration des relations entre civils et militaires, elle prend du courage à rencontrer certains GA pour les persuader à l'intégration dans l'armée nationale. Dans son projet sur la démilitarisation des milices communautaires, elle a été sollicitée par les autorités locales et la population lors d'un atelier de sensibilisation, à rencontrer le Maï-Maï Kirikitcho pour le persuader à rallier les FARDC. Suite à ces recommandations des communautés l'ONG APC a pris l'initiative de contacter le groupe armé Maï-Maï Kirikitcho en vue d'organiser une rencontre avec les FARDC et la MONUSCO pour négocier la démobilisation du groupe rebelle. Lors des discussions à Karasi, le général Kirikitcho aurait, par la bouche de son délégué, exigé une somme d'argent de 12 000\$ pour qu'il accepte de rencontrer les autres acteurs de sorte qu'il n'y a pas eu d'accords de compromis. Néanmoins, les FARDC ont donné une suite à ce message en invitant le chef du groupe à venir en personne à Karasi, pour retirer la somme d'argent qu'il avait sollicité au cours de la dernière rencontre. Début Juillet, une délégation conduite par le chef d'Etat major du groupe aurait répondu à l'invitation. Les FARDC auraient exigé la présence physique de Kirikitcho comme condition non négociable à la remise de l'argent. Ainsi la délégation serait rentrée à Ziralo sans compromis et avec présomption que cette rencontre était une manœuvre pour capturer le chef du groupe. Les efforts consentis par les animateurs d'APC pour réunir les acteurs aux négociations n'ont pas produit les résultats voulus, les différents acteurs n'étant pas clairs sur leurs positions. Ce geste est toutefois révélateur d'un engagement d'une ONG locale à prendre du courage pour affronter des questions structurelles restées très complexes.

Ceci étant, l'animateur de APC sur l'axe Ziralo avait rencontré Kirikitcho pour s'assurer de sa décision d'intégrer les FARDC et le souhait d'avoir APC comme facilitateur quand à ce. Les contacts ayant été faits au niveau de FARDC et de la MONUSCO, la première

semaine de juin 2011 était le rendez-vous de l'intégration de ce groupe armé aux FARDC. Grande avait été la déception de voir qu'après une journée de négociation entre Kirikitcho et les FARDC sous la facilitation de APC sous la présence d'un agent MONUSCO, Kirikitcho conditionna son intégration par une somme de 12.000 \$USD. Ce qui bloqua le processus et vers la fin de la journée la grande difficulté était de comment gérer les militaires de ces deux forces en présence pour éviter les affrontements après l'aveu de l'échec de l'intégration devenu subitement la négociation et ce en présence des autorités locales et la population venue applaudir l'intégration de ce GA.

8. LE RETOUR DES REFUGIES TUTSI ET LA RECONQUETE DES TERRES A KALEHE

Le 17 février 2010, des accords tripartites entre l'UNHCR, les gouvernements rwandais et congolais portant sur le rapatriement des réfugiés des deux pays, ont été signés. Depuis, il semble que ces retours sont timides et qu'ils engendrent fréquemment des conflits fonciers et/ou de cohabitation dans les zones de retour. Les Hauts Plateaux de Kalehe sont concernés par ces phénomènes.

En 1994 et 1996, de nombreux Tutsi congolais ont fui pour aller se réfugier au Rwanda. Majoritairement installés dans les Hauts Plateaux, à Kalehe ils étaient localisés à Numbi, Shanje, Bushaku, Katasomwa, Nyabibwe, Lemera, Chambombo, Lumbishi et Nyangano. Certains avaient vendu leurs terres, d'autres les avaient laissées sous la gestion de familles Havu, Tembo ou Hutu et d'autres encore les auraient simplement abandonnées. Dans les hauts-plateaux, il est rapporté qu'au moment de leur départ, des Tutsi laissaient ces champs en échange d'une somme d'argent, dénommée 'mpamba' ou « *provisions pour la route* », en langue kinyarwanda. Dès lors, des controverses sont apparues autour de cet argent, considéré par les uns comme un prix de vente et par d'autres, faisant toujours fonction de « *provisions pour la route* », comme un prix temporaire, pour autant que ce fût généralement des sommes modiques et, au demeurant, symboliques.

Actuellement, certaines propriétés des Tutsi auraient été vendues par des chefs coutumiers ou spoliées par des résidants. A Katasomwa, un notable et chef d'un carré minier est en conflit foncier avec une dizaine de familles Tutsi qui réclament d'être remis dans leurs droits. Sans être exhaustifs, la crainte d'éventuels procès sur ces litiges fonciers contribuerait, aux yeux de beaucoup acteurs, au développement des discours d'intimidation et d'hostilité vis-à-vis du rapatriement des réfugiés Tutsi.

Une autre dimension concerne l'implication des ex-groupes armés et la politisation même de ce rapatriement. Des rumeurs circulent que dans les hauts-plateaux par exemple à Numbi, le retour des réfugiés Tutsi s'amorça lorsque des militaires de l'ex-Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) contrôlent cette entité en octobre 2009. Il s'observa à l'époque, une forte ingérence des militaires dans le règlement des litiges fonciers. Ce qui s'illustra par des allégations non vérifiées selon lesquelles dans certaines localités comme Kavumu et Bushaku, l'implication des militaires dans les affaires foncières fut une source d'insécurité croissante, se traduisant par de nombreux cas d'expropriation et d'arrestations illégales de civils ou de chefs coutumiers locaux.

En plus des problèmes liés à la réorganisation administrative, au contexte délétère des années 1996-2003 et au retour des réfugiés Tutsi, la dualité entre la coutume et la loi moderne en matière de gestion des terres participe également au dysfonctionnement des mécanismes locaux de régulation de l'espace foncier.

Plus de dix sept ans après le retour pose des défis quant à l'occupation des terres. Craignant la récupération par la force de ces terres par les réfugiés retournant, des initiatives de sécurisation physique des terres ont émergé au sein de communautés restées dans la zone avec l'armement des populations civiles, l'enrôlement massif dans l'armée et la constitution de groupes armés. Cette insécurité avec la présence des FDLR, Maï-Maï Kirikitcho et dernièrement les Nyatura sont autant d'éléments constituant une menace au retour des réfugiés.

Depuis l'annonce du HCR des 45000 réfugiés candidats au retour, le processus reste opaque, et il n'y a pas d'informations disponibles sur le nombre de retour, le suivi après ces retours. L'absence de mécanismes d'accompagnement, et de contrôle, l'absence d'implication et de concertation des autorités politico-administratives locales contribuent pleinement au renforcement d'une certaine méfiance voire d'une opposition des acteurs présents dans les zones de retour. Malgré tout, il y a des retours qui ont été observés sur la période de Mars à Août 2011 avec des exemples positifs de retour (sans incidents).

Depuis le mois de Janvier 2011, on assiste à un retour progressif et dispersé des réfugiés de la communauté Tutsi en provenance du Rwanda. Les Hauts Plateaux de Bushushu, entre autre, seraient concernés par ce phénomène notamment Kalunu, Chamula, Kanyandja, Kamikonzi, Chamula, Kairenge et Bugulyo. Une légère accélération du flux de retour des réfugiés serait observée, notamment à Numbi. Certaines estimations, encore à vérifier, font déjà état d'une centaine de familles nouvellement installée aux alentours de Numbi, 30 familles à Nyabibwe, 5 familles à Chambombo. Certains habitants pensent que cette augmentation serait motivée par le processus d'enrôlement des électeurs en particulier et du processus électoral en général.

A Murangu et Cirimiro, sous villages de Ramba dans le groupement de Mubuku, le retour de réfugiés congolais Tutsi en provenance du Rwanda, au « goutte à goutte » aurait été observé dans la semaine du 2 au 7 Mai 2011. Au moins cinq représentants de famille seraient entrés en contact avec le chef de poste de Katasomwa – Ramba pour préparer leur retour. Tous seraient originaires du sous village de Murangu et seraient actuellement répartis à Numbi, au Rwanda et d'autres seraient en cours de route.

Depuis le début du mois de Mai 2011, dans le Groupement de Kalonge, plusieurs lettres auraient été envoyées en provenance des familles exilées qui demanderaient aux personnes qui avaient acheté leurs champs, maisons, pâturages, de les laisser libres (pour motif d'expiration de garantie locative) avant qu'ils ne reviennent. Ces exilés voudraient, dit-on, revendre ces mêmes champs, parcelles à d'autres personnes. Certains ménages concernés par ces lettres clameraient qu'ils détiennent les pièces justificatives attestant de l'achat définitif de ces terres.

Dans le Groupement de Kalonge, le Mwami et les sages de ce groupement affirment que les personnes ayant fui représentaient une infime partie de la population de Kalonge. La plupart des champs seraient actuellement occupés car vendus par les tutsi avant leur départ, provoquant une crainte et une incertitude au sein de certains ménages et personnes concernés

dans la zone. Différents chefs de village et autres acteurs de la société civile affirment que le retour des réfugiés reste un réel problème car des exemples concrets auxquels on assiste ailleurs font état d'un manque d'honnêteté dans les acteurs concernés par les questions foncières. D'une part concernant les actes de vente, beaucoup affirment que la majorité de ces personnes avaient vendu leurs champs en toute bonne foi et que les documents sont en leur possession. Un autre aspect tient d'un aspect psychologique puisque pour certains, ce départ aurait été vécu comme un abandon, une trahison (exemple d'un infirmier qui a quitté le milieu avec la jeep qui servait d'ambulance au centre de santé de Cifunzi, actuel hôpital général de référence de Kalonge).

Si la plupart de ces acquéreurs locaux s'abstiennent de tout commentaire, ils considèrent ces lettres, envoyées depuis le début du mois de Mai 2011, comme une provocation et comme une mauvaise foi manifeste. Rien n'est sûr, mais cette situation ne manquera pas d'occasionner des vastes contestations rangées qui se solderaient très mal. Pour prévenir ces conséquences, l'ONG Action pour la Paix et la Concorde, APC a initié un projet d'analyse de contexte du retour des réfugiés en vue de comprendre de manière générale les perceptions de la population sur ce retour. Cette analyse qui a commencé en Novembre 2011 devrait déboucher sur des actions de sensibilisation et de plaidoyer pour lesquelles l'APC compte mobiliser les moyens afin de prévenir les conflits et renforcer la cohabitation pacifique entre les communautés de Kalehe.

Cette analyse fait suite à tout un travail de transformation des conflits entre les communautés de Kalehe que l'APC a mené de 2009 à 2011. La recherche action participative (RAP) sur les conflits fonciers à Kalehe aura permis de documenter les conflits et les raisons qui participent aux divergences intercommunautaires. Ainsi, lors d'une table ronde organisée à ce sujet, l'APC a posé les bases d'une cohabitation pacifique et le début d'actions conjointes de paix qui mettent d'accord toutes les communautés. Bien que des contraintes politiques et identitaires persistent (renaissance des groupes armés et regain de l'insécurité), le plan d'actions ressorti de la Table ronde peut, s'il est mis en œuvre, contribuer au rétablissement de la paix et au développement en territoire de Kalehe.

9. LES ENJEUX ELECTORAUX EN TERRITOIRE DE KALEHE AUX GRE DES FRUSTRATIONS

Le processus électoral n'est pas un fait isolé de la situation socio-sécuritaire actuelle du territoire de Kalehe. On peut noter dans ce tableau électoral deux aspects influençant la situation de ce territoire : d'un côté les événements autour des opérations de révision du fichier électoral, de l'autre la promotion violente de candidat fait par certains acteurs.

L'opération de révision du fichier électoral, consistant à enregistrer les nouveaux votants, rencontrerait un défaut de moyens (technique, temporel, humain) de sorte que de nombreuses personnes seraient dans l'impossibilité de participer au processus. En premier lieu, il semblerait qu'il y ait des moyens logistiques relativement faibles face à la masse d'individus à inscrire. D'autre part le calendrier très serré n'aurait pas laissé beaucoup de temps pour mener ces activités à bien. Ce serait le cas à Mukwidja où les agents de la CENI (Commission Electorale Nationale Indépendante) ne seraient arrivés qu'un mois avant la date de clôture de ces opérations, avec seulement deux kits (machines d'enregistrement) dont l'un en panne. Ainsi les populations de nombreuses localités voisines se plaindraient de n'avoir pas été

enregistré. Etant donné cette situation, on observerait au centre d'enrôlement des discriminations et une taxation illégale, faisant payer 3.000 à 4500FC l'accès au Kit. Cette situation provoquerait des troubles au sein des populations, d'une part parce que ce processus est un droit et devrait donc être gratuit, d'autre part parce que la carte d'électeur représente l'unique document d'identité dans leur pays. Cela soulèverait donc le très sensible enjeu de la nationalité congolaise au sein des différentes communautés. Arrivant à la dernière semaine avant la fin de ces opérations, l'inquiétude grandit avec le spectre de troubles de la paix dans le milieu pendant la période des élections car beaucoup menacent déjà de saboter les opérations électorales prochaines.

De même en Groupement de Ziralo, ces opérations amèneraient de grandes frustrations puisque des centaines de demandeurs de la carte d'électeur retourneraient chez eux sans satisfaction de leur droit citoyen. La population des localités enclavées de Chambombo et Lumbishi, se serait particulièrement plainte.

Toujours, dans le cadre des opérations d'enrôlement, des mouvements de FDLR en direction des centres d'enregistrement auraient été observés. Beaucoup d'acteurs craignent que ces FDLR se soient enregistrés dans des centres enclavés comme Katasomwa, et Numbi sans que l'on puisse s'en rendre compte au vu des perturbations qui ont entouré cette opération. Dans le groupement de Kalonge également, des combattants FDLR et leurs dépendants seraient venus de nombreuses localités pour se faire enregistrer dans le même scénario que dans les Hauts Plateaux de Kalehe. Si ce geste des FDLR n'est pas essentiellement électoral, il peut être interprété comme un moyen politique de faciliter leur mobilité et donc leur tranquillité sur toute l'étendue de la RDC. Mais cela signifie aussi qu'ils pourraient avoir l'occasion de s'installer dans des zones majoritairement Rwandophones comme les Hauts Plateaux de Kalehe en se faisant désormais passer comme des immigrants des années 50. Là encore resurgit l'incertitude dans l'identité véritable des habitants Rwandophones des Hauts Plateaux avec comme conséquence que le climat de suspicion par les autres communautés pourrait rester grand. Par ailleurs, cette acquisition des cartes d'électeur qui traduirait une volonté voilée de s'installer désormais en RDC pourrait perturber le processus DDRRR en place, mais aussi peut-être cela pourrait permettre à certains combattants de se désengager et d'opter pour la vie civile en communauté. Ceci ne reste que des hypothèses, mais ne pourraient être ignorées dans un contexte politique mouvant comme celui de la RDC.

En plus, comme dans beaucoup d'endroits en RDC, le 28 novembre, le jour des élections des actes de violences étaient signalés dans les centres de Nyabibwe et Kalungu. Certains les leaders politiques de la communauté Hutu considérant que les irrégularités de la CENI empêchant certains électeurs de voter étaient une manipulation des autres leaders politiques appartenant à d'autres communautés de Kalehe avaient incités leurs militants à casser les matériels électoraux (urnes, bulletins, isolements,...) et blessés certains agents de la CENI, membres des autres communautés ethniques. Les manifestations violentes s'en suivirent. Il avait fallu que le CDM de Nyabibwe et les autorités locales sollicitent de moyens financiers et techniques à APC pour organiser une rencontre intercommunautaire qui avait eu le succès de réduire les tensions intercommunautaires.

CONCLUSION

Le présent rapport a porté sur l'analyse de contexte des Territoires de Kalehe et de Walikale tels qu'effectuée par les chercheurs et animateurs de l'asbl Action pour la Paix et la Concorde (APC). Les informations ont été récoltées dans les différents endroits à travers les cadres de dialogue et de Médiation auprès des leaders locaux, des membres de la Société Civile, des groupes armés, des opérateurs économiques, des agriculteurs, des creuseurs et négociants, des militaires FARDC, etc. Le rapport a présenté le contexte socio-sécuritaire des Territoires précités principalement pour l'année 2011 avec des allusions aux nouveaux développements au premier trimestre 2012.

D'une manière générale, la situation socio-sécuritaire des Territoires de Kalehe et de Walikale a été caractérisée par un regain de l'activisme des groupes armés qui ont provoqué des déplacements massifs des populations dans plusieurs coins. Le processus de Régimentation amorcé au sein des FARDC et la traque des FDLR ont participé à une perturbation de la sécurité des populations civiles. On notera que la Régimentation a créé un groupe d'aigris au sein de l'armée qui se sont révoltés jusqu'à créer de nouveaux groupes armés entre autre le Nyatura. La situation sécuritaire délétère dans les Hauts Plateaux de Kalehe actuellement est fragilisée davantage à cause de ce nouveau groupe armé qui se rajoute au Maï-Maï Kirikitcho, aux FDLR et au groupe de Mbangi Mbangi qui également a déserté les FARDC à l'issue de la Régimentation.

La gestion de l'armée nationale demeure un problème sérieux dans ce contexte d'insécurité et d'instabilité. Déjà au début du mois d'avril 2012, on a assisté à des défections en masse des militaires de FARDC dans les Provinces du Nord et Sud-Kivu. Ces défections des militaires, qui avant d'intégrer les FARDC en 2009 faisaient partie de la milice du Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP), mouvement politico-militaire jadis soutenu par le gouvernement du Rwanda. Ce mouvement était dirigé en son temps par le Général déchu de FARDC, le général Laurent Nkunda et dont Bosco Ntaganda était le chef d'état major. Commencées au Nord-Kivu, à Goma et dans les territoires de Masisi, Rutchuru et de Lubero, ces défections se sont étendues dans la Province du Sud-Kivu, principalement dans les Territoires d'Uvira, de Fizi et de Kalehe. Si l'armée a su vite neutraliser les officiers qui ont fait défection dans le Sud-Kivu en arrêtant 16 officiers incriminés, cela n'a pas empêché des centaines des militaires des différents régiments ex-CNDP de forcer leur passage du Sud-Kivu jusqu'à se retrouver dans le Masisi et Rutchuru, fief des mutins. Parmi les officiers arrêtés 11 ont été condamnés à des peines allant de deux ans à la prison à vie. C'est une première action positive du gouvernement de la RDC qui, dès lors avait presque institué la négociation avec les seigneurs de guerres.

Quant à la traque des FDLR, elle a non seulement exposé les populations civiles mais aussi provoqué des masses de déplacements des populations vers des régions plus stables. Le regain des exactions sur les civils caractérisé par des viols, des incendies des maisons, des arrestations arbitraires et des taxes illégales est un signe d'une détérioration du climat sécuritaire dans ces régions.

Le rapport note une forte émergence de nouveaux groupes armés et classe cela dans le tableau de la faiblesse de l'Etat congolais à restructurer l'armée, aux traitements inégaux des officiers issus des groupes armés qui s'accompagne par la non reconnaissance des grades de certains et le non octroi des fonctions, le non paiement des salaires aux militaires, etc. Cela a pour conséquence de la désertion de certains soldats FARDC, le ralliement aux groupes armés, « l'échange des munitions avec des groupes armés contre viande boucanée, minerais, bidons d'huile et chanvre »¹¹, etc. On note que tous ces groupes armés sont impliqués dans le pillage des ressources naturelles à travers l'exploitation et le contrôle des carrés miniers, principaux moyens qui concourent à leur financement et au maintien des relations avec des acteurs politiques et économiques. Walikale est la zone où cette activité minière des groupes armés ressort avec beaucoup plus d'importance. Cette exploitation minière s'accompagne par le contrôle de l'administration dans certains Groupements, les FDLR ayant par exemple limogés certains chefs locaux hostiles à leur présence et à leurs actions pour en imposer d'autres. Des taxes illégales, des ponctions sur les produits agricoles, des contributions périodiques imposées aux civils et l'activisme dans l'agriculture et le commerce sont d'autres moyens par lesquels les groupes armés et principalement les FDLR fonctionnent.

Par ailleurs, on assiste de plus en plus à une volonté de coordination des groupes armés. Si les tentatives n'ont pu aboutir à des résultats escomptés, il est clair que ce genre d'initiative pourrait contribuer à renforcer des groupes armés faibles et minoritaires pour engendrer de grands groupes bien coordonnés à l'exemple des années 2008. Vraisemblablement, cela changerait la donne sécuritaire et politique sur l'ensemble du territoire national.

D'autres aspects contextuels abordés dans ce rapport sont notamment le retour des réfugiés tutsi et les enjeux électoraux en RDC. En effet, si depuis 1994 le départ des tutsi au Rwanda n'a fait l'ombre d'aucune polémique, leur retour suscite des remous au sein de la population de Kalehe. Le problème qui se pose est lié principalement à la contestation foncière, les tutsi voulant rentrer en possession des terres qu'ils avaient laissées et dont les autres membres des communautés affirment leur avoir acheté lors de leur départ. Si certaines revendications sont vraies et fondées, d'autres le sont beaucoup moins et restent le fruit d'une malhonnêteté. Ce qui est troublant est l'implication des militaires d'obédience communautaire dans le règlement de ces litiges fonciers.

Dans les Hauts plateaux, l'affectation des militaires s'analyse sous l'angle des obédiences. Quand ce sont les militaires Tutsi qui administrent l'entité, les Hutus sont aigris et se sentent marginalisés dans les questions foncières et vice versa. Cette compétition militaire a engendré en même temps une compétition dans la gestion du pouvoir au niveau du village de Lowa Numbi avec les conséquences que cela produit sur la sécurité générale au niveau du Territoire. Ainsi donc, pour l'instant, la question foncière fait partie des grandes problématiques qui sont à la base des incertitudes dans le processus de cohabitation qui avait déjà démontré des avancées positives en territoire de Kalehe. Il reste incontestable que si des violences pourraient surgir au sein de ce territoire, elles s'enracinent dans un contexte profond des modalités d'accès et de gestion foncières qui ramèneraient en surface des problèmes d'identité, vieille question qui a longtemps gangrené les relations intercommunautaires.

¹¹ Rapport des experts des NU, 2011 (points 202, 203 page 65 ; point 563 page 153)

Par rapport au contexte électoral, le Territoire de Kalehe a connu d'importants troubles liés à l'organisation et au déroulement des élections. Insuffisance de kits d'enrôlement a engendré le monnayage de cet acte/droit civique et le non accès de plusieurs citoyens aux centres d'enrôlement déjà éloignés. Une grande partie de la population de Kalehe s'est vu privée des cartes d'électeurs qui pourtant ne jouent pas simplement le rôle de voter mais aussi et surtout un rôle sécuritaire (quand on en a pas, on est exposé à des exactions par des militaires inciviques et on peut être considéré à certains endroits comme suspect). Dans des centres éloignés par contre, des cas d'enrôlement des FDLR auraient été signalés. Si cette faible participation à l'enrôlement avait déjà suscité des troubles au sein des populations, la publication des bureaux de vote très insuffisants et le déroulement même des élections ont induit de fortes lamentations. L'APC aurait même organisé à Nyabibwe une séance de médiation entre Tembo et Hutu qui se seraient engagés dans des violences, les derniers (hutu) accusant les autres de gérer le processus au profit des tembo pour accroître les chances de l'échec des candidats hutu aux élections. On voit clairement comment des questions électorales ont réveillé des antécédents identitaires dans la région au point où cela a mené à des violences.

Enfin, bien que ce contexte ait été particulièrement perturbé, des actions de transformation de conflits ont été menées par APC et contribuent à donner de l'espoir pour une cohabitation pacifique entre les communautés. L'implication des acteurs politiques, de la Société Civile, des chefs coutumiers, des leaders communautaires divers dans les actions de paix font qu'à ce jour un retour progressif de la convivialité s'observe. Il reste nécessaire qu'à coté de ces interventions de l'APC, une volonté politique, un véritable réforme et prise en charge des FARDC, une restauration de l'autorité de l'Etat dans tout l'Est de la RDC, l'implication des autorités politiques dans une analyse participative des motivations, des causes et des facteurs favorisant la persistance des GA au Kivu et mettre ne place des actions plus durables et que les acteurs étatiques et de la société civile conjuguent des efforts pour le rétablissement de la paix dans les Territoires de Kalehe et Walikale.

Références bibliographiques :

- **APC**, 2009 « *Analyse de Contexte socio-sécuritaire du Territoire de Kalehe* »,
- **APC-LPI**, 2012, « *Conflits fonciers et dynamiques de cohabitation en territoire de Kalehe* », Série de grand Lac, 2012).
- **Mudinga, E.** 2011, « *Réinventer la cogestion du Parc National de Kauzi-Biega à l'Est de la RDC, les comités de conservation communautaire au centre de débat* », Mémoire de Master complémentaire, Académie Louvain, , Louvain-la-Neuve, Belgique
- **Mugangu Matabaro S.** 2009, « *La crise foncière à l'Est de la RDC* », In l'Afrique de grand lacs, annuaire 2007-2008
- **Morvan, Hélène**, « *Réinventer le quotidien, la cohabitation des populations civiles et les combattants Mai-Mai au Kivu* », Life & Peace Institute, 2004
- **Ngoy, K.**, 2008, « *Territoire, conflits et initiatives de paix à Kalehe* », mémoire de licence en développement rural, inédit
- Rapport conjoint Mission Inter-Cluster sur les axes Bulambika-Maibano, Bulambika-Karasi-Tchigoma (territoire de Kalehe/SK), et Hombo-Chambucha-Itebero (Territoire de Walikale/NK) du 8-12.8.2011
- Rapport de l'évaluation rapide de la sécurité alimentaire des personnes déplacées et résidents en groupement de Kalonge de l'inter cluster du 27 janvier 2012
- Rapport du groupe d'Experts sur la République Démocratique du Congo, décembre 2011

ANNEXES :**01. SIGLES UTILISES.**

AIMO :	Indigènes et Main d'œuvre
APC :	Action pour la Paix et la Concorde
AVSI :	Association des Volontaires au Service International
AVREO :	Association des volontaires pour la récupération des enfants orphelins
CDM :	Cadre de Dialogue et de Médiation.
CENI :	Commission Electorale Nationale Indépendante.
CFAD :	Centre de Formation et d'Action pour le Développement.
CICR :	Comité International de la Croix Rouge.
CNDP :	National de Défense pour le Peuple.
COOPI	Coopération Italienne.
CPI :	Cour Pénale Internationale.
DDRRR :	Désarmement Démobilisation Réinsertion et Rapatriement
FA :	Forces Armées.
FARDC :	Forces Armées de la République Démocratique du Congo.
FDLR :	Force Démocratique de Libération du Rwanda
FRC:	Force de Résistance Congolais
FRF:	Forces Républicaines Fédéralistes
GA :	Groupe Armé
GAC :	Groupe Armé Congolais
IRC :	International Rescue Comite
HP :	Hauts Plateaux
HCR :	Hauts Commissariat pour les Réfugiés
MONUSCO :	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo.
NDC :	Nduma Defence of Congo
ONU :	Organisation des Nations Unies
PARECO :	Patriotes Résistants Congolais
RAP:	Recherche Action Participative
RRMP:	Réponse Rapide aux Mouvements des Populations.
SOCAGRIMINES:	Société d'Agriculture et des Mines.

02. NOMS DE CHEFS DE GROUPES ARMES MENTIONNES.

N°	Nom :	Base :	Grade / Fonction
01	Akilo Akilimali	Waloa Uroba	Colonel
02	Birikoliko	Bakano	Colonel
03	Bravo Balezi	Lukaraba (Waloa Loanda)	Major FDLR
04	Buingo Janvier	Lukweti (Ihana)	Général
05	Caleb Byringiro	Ikobo (Walikale)	Colonel
06	Calme Misima	Waloa Loanda	Colonel FDLR
07	Cheka Ntebo Ntaberi	Ihana et Utunda	Général
08	Révérénd Côme	Forêt de Mbesi/kalonge	-
09	Erasto Ndibaturanya	Busumba	-
10	Gandhi	Bugaru, Irhengabarhonyi et Karhimba	Major
11	Grégoire	Waloa Loanda (Secteur Kisimba)	Chef de Groupement FDLR
12	Gwanzeguhera	Mutongo (Walikale)	Lieutenant Colonel
13	Jérémie	Malembe (Waloa Uroba)	Colonel
14	John Mpane	Waloa Loanda	Colonel
15	Kahasha dit Foka Mike	Walikale	Colonel
16	Kakalange		
17	Kirikicho Mirimba Mwana Mayi	Mbumbi	Général
18	Limenzi Kakonga	Mianga (Busurungi)	Lieutenant Colonel
19	Mapole		
20	Matata		Colonel
21	Mbaenda Déléphin	Waloa Loanda	Général
22	Mbangu Mbangu		
23	Mongele	Waloa Loanda	Colonel
24	Moseka		Colonel
25	Moustapha	Forêt de Mbesi (Nindja)	Colonel
26	Musole		Colonel
27	Ntawigirimana Enock	Kifuruka et Katete (Busurungi)	Major
28	Océan Jean Victoire	Kiuli (Waloa Loanda)	Colonel FDLR
29	Patrick		Colonel
30	Saddam	Forêt de Mbesi (Nindja)	Général
31	Sédar	Kisenya (Shabunda)	Major
32	Selemani Mugabo	Kibua (Waloa Uroba)	Major FDLR
33	Sengiyumva Sebatware	Twooka / Kalonge (Chaminunu), Kasimba (Nindja) et Idunga	Major
34	Yusufu Mubeba Yote	Forêt de Mbesi (Nindja)	Colonel

03. INDEX DES GROUPES ARMES CITES.

N°	Nom :	Observation :
01	Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS)	Ce groupe est sous le commandement
02	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR)	Réfugiés rwandais dont l'objectif est de rentrer dans leur pays en position de pouvoir.
03	Force de Résistance Congolais	Dirigé par le Révérend Côme
04	Groupe d'auto défense "Jeunes"	De John dans le Groupement Walowa Uroba
05	Maï-Maï	Nom générique de Groupes d'auto défense
06	Maï-Maï Kifuafua	Le groupe porte le nom de son Chef
07	Maï-Maï Kirikitcho	Le groupe porte le nom de son Chef
08	Nduma Defence of Congo	De Cheka dans le Walikale. Allié aux FDLR puis au Général Bosco Ntaganda
09	Nyatura	Hutu congolais et rwandais
10	Raiya Mutomboki	Un groupe d'auto-défense qui vient de gagner de l'espace de Shabunda-Kalonge-Bunyakiri-Walikale et Masisi dans moins de six mois avec une forte adhésion populaire que les autres GA.